

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

BRAȘOV *en ascension*



SOCIÉTÉ

Petits cœurs

ECONOMIE

Dans son élan

CULTURE

Destin de marque



Regard 63
15 décembre 2013 - 15 mars 2014
10 lei



Station de traitement et de production d'eau potable Arcuda

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ DEPUIS PLUS D'UN SIÈCLE



ISSN 1843 - 7567
Couverture : Julia Beurq (photo) et Sorina Vasilescu (dessin)

RENCONTRE

Laura Ștefan 4

SOCIETE

Petits cœurs 8
De quoi trembler ? 14
Piqués au vif 18

A LA UNE

Brașov en ascension 22

ECONOMIE

Entretien avec l'économiste Răzvan Orășanu 42
Dans son élan 46
Le pays va-t-il encaisser ? 50

CULTURE

Destin de marque 56
Entretien avec Ciprian Necula 58
Du théâtre à tout prix 66

CHRONIQUES

Isabelle Wesselingh 17
Nicolas Don 21
Michael Schroeder 54
Matei Martin 64
Luca Niculescu 70

SECTOR 5

Place de l'université à Bucarest, début décembre, un samedi matin. Je prends la ligne de métro Pipera mais dans l'autre sens, direction Berceni à l'extrême sud de la ville. Station après station, la rame se vide. A l'arrêt Dimitrie Leonida, il ne reste plus que l'agent de sécurité. Quelques secondes avant d'arriver au terminus, le métro sort de terre, un peu comme entre Passy et Bir-Hakeim à Paris. Mais la scène est différente. A droite, une zone industrielle ; à gauche, des lotissements vides. Je remonte dans le métro pour rebrousser un peu chemin, m'arrête à la station Constantin Brâncoveanu et prends la rue Alunișului en direction du quartier Ferentari, dans le secteur 5. Il n'y a que des petites maisons, certaines au toit en taule ressemblent davantage à des cabanes, d'autres sont toutes neuves et paraissent inhabitées. Au bout de la rue, une église impeccable, juste à côté d'un centre social en construction. « *C'est nous qui le finançons* », affirme un prêtre à l'entrée de l'édifice. Je continue rue Topoșari, puis rue Bachus... Malgré le soleil, il fait très froid. Autour de moi, il n'y a que des garages, des petits magasins de coiffure, des dépôts de ferraille, et quelques blocs d'immeubles isolés. Sur un panneau, une vieille affiche délavée du parti populiste PRM. A droite de la rue Bachus, le jardin public de Ferentari, plutôt en mauvais état et peu fréquenté. Des lattes manquent aux bancs, le tourniquet pour enfants est cassé et les balançoires n'ont plus leurs cordes. Un père s'amuse avec son fils ravi dans l'allée principale. Le froid s'accroît, cela fait plus de deux heures que je n'ai pas vu un seul endroit où se réchauffer. Sur l'avenue Ferentari, je croise deux enfants rieurs qui courent en se tenant la main. Sans plan, je tourne à droite rue Năsăud, semble-t-il plus clémente. Après une centaine de mètres, je tombe sur le grand centre commercial Liberty. Il n'y avait rien, je suis face à tout. J'hésite à y entrer pour prendre un peu de chaleur comme beaucoup de gens du quartier doivent le faire, sans but précis. Mais les rues alentour sont soudainement plus animées. En face du centre, une grande tente où l'on vend des vêtements d'hiver bon marché. Je m'y engouffre et achète trois paires de chaussettes pour deux euros. Avant de me diriger vers l'avenue Rahova jusqu'au marché aux fleurs de la place Coșbuc et le centre culturel The Ark, ancienne bourse de marchandises. J'aime cet endroit. Le week-end, des petits producteurs et des artisans s'installent tout autour. Je prends un vin chaud et me demande ce que font maintenant les enfants que j'ai aperçus à Ferentari. Avec leur si beau sourire. Un instant.

Laurent Couderc



Très sollicitée, Laura Ștefan a pris le temps de nous recevoir. Pas simple de trouver un moment pour cette juriste en lien permanent avec Bruxelles qui loue sa droiture et son franc-parler. Mais en cette matinée de fin novembre, elle semble plutôt détendue. Très souriante, ses mots n'en sont pas moins tranchants, notamment contre un pouvoir qui, selon elle, se croit tout permis.

Elle est l'experte anti-corruption sans doute la plus en vue actuellement. Ancienne directrice au ministère de la Justice, Laura Ștefan travaille aujourd'hui au sein du « think tank » Expert Forum, et conseille notamment la Commission européenne et le Conseil de l'Europe sur les réformes de l'Etat de droit. Diplômée en droit de l'université de Bucarest, elle est également titulaire d'un master de l'université de Cambridge. Son expertise est reconnue par tous, même par ses détracteurs, ceux qui voudraient que rien ne change dans le pays.

SON COMBAT : ENRAYER LA CORRUPTION

Regard : Début novembre, vous avez écrit un article pour le journal *Revista 22* affirmant que la corruption était ancrée dans la culture roumaine. Que voulez-vous dire ?

Laura Ștefan : Je pense effectivement que la corruption existe depuis très longtemps. Elle a même envahi le système judiciaire lui-même, et ce jusqu'à aujourd'hui. Pendant mais aussi bien avant le régime communiste, les règles n'ont jamais vraiment compté, on a toujours essayé de les détourner. Et je crois que jamais, tout au long de l'histoire de la Roumanie, il n'y a eu de vrai combat contre la corruption au plus haut niveau de l'Etat. Le budget de l'Etat a plus ou moins toujours été perçu comme un budget personnel par les dirigeants. Les choses ont commencé à changer à partir de 2005 ; chaque individu, quel qu'il soit, devait répondre de ses actes, et la loi devait être la même pour tous. Mais les élites politique et économique, héritières des façons d'agir de

l'ancienne nomenklatura communiste, se sont vivement opposées au changement, et notamment aux institutions censées combattre la corruption. Heureusement, en 2007, la Roumanie est entrée dans l'Union européenne, ensemble avec la Bulgarie ; des critères judiciaires et de lutte anti-corruption ont été imposés par Bruxelles. Sans cela, aucun changement ne se serait produit. De 2000 à 2004, pendant les années Năstase, on a vu comment les lois étaient faites pour le pouvoir. Ceci étant, si l'on regarde le système judiciaire actuel, les choses restent compliquées. Ces cinq dernières années, plus de 30 magistrats, juges, procureurs, ont été condamnés pour corruption.

Ce qui est positif et négatif à la fois...

Oui, c'est d'abord un nombre de cas très préoccupant, et cela ne va pas en s'améliorant. Mais d'un autre côté, ce sont des collègues de ces magistrats qui ont eu le courage de les dénoncer.

Même si le taux de condamnation n'a pas été maximal, cela n'existe pas, peut-être en Chine. Ici comme dans les autres pays européens, il s'agit de mener à bien des procès de façon intelligente et juste. Pour revenir à ces condamnations, les statistiques montrent qu'il s'agit en général de très hauts fonctionnaires, des responsables d'institutions importantes, de Hauts parquets. Souvent ces actes de corruption sont connus d'autres magistrats, nous parlons d'un petit milieu ; mais personne n'ose lever la tête. Le « whistleblower » comme disent les Anglo-saxons, c'est-à-dire pointer du doigt un mauvais comportement, est très peu répandu en Europe centrale et de l'Est, évidemment à cause du traumatisme qu'a représenté le régime communiste et ses informateurs. Personne ne veut être perçu comme étant un « rapporteur ». Pourtant, ce n'est que grâce aux personnes intègres qui dénonceront les mauvaises pratiques que la corruption systémique disparaîtra. Et je connais de nombreux

magistrats qui font leur travail de manière consciencieuse, irréprochable. Les corrompus ne sont qu'une petite minorité qui porte grandement préjudice à l'image du système judiciaire, on peut les combattre.

Comment jugez-vous à cet égard l'action gouvernementale et notamment celle du Premier ministre ?

Personnellement, je trouve l'attitude du Premier ministre inquiétante. Il veut être le chef et que cela se sache, c'est tout. Les procureurs n'ont qu'à bien se tenir, c'est lui qui décide. Il est très préoccupant que nous nous retrouvions aujourd'hui dans cette situation, plus de cinq ans après notre adhésion à l'UE. Alors même que le Premier ministre n'a plus les moyens de faire taire les procureurs. Tout comme le président du pays, il peut nommer ou révoquer à sa guise comme cela s'est vu au printemps dernier, mais c'est à peu près tout. Des nominations qui par ailleurs ont été effectuées sans aucun critère objectif, professionnel. Ce sont des ententes politiques. Conséquence ? Quand le Premier ministre critique un procureur menant une enquête judiciaire, le procureur général n'a d'autre choix que de rester muet s'il veut garder son poste. Cela arrive tout le temps. La Direction nationale anti-corruption est incessamment critiquée par le pouvoir, ce qui est inimaginable au sein d'un autre pays européen. Et quand le Conseil supérieur de la magistrature affirme que le Premier ministre a dépassé les limites de son autorité dans ses critiques, rien ne se produit. On m'explique parfois que son attitude vient du fait qu'il doit montrer aux autres membres de son parti qui est le chef. Cela ne me console pas et ne justifie rien. La justice doit être clairement séparée du pouvoir exécutif et législatif, c'est la base d'un système démocratique. Même la Cour constitutionnelle est critiquée, notamment quand elle donne son avis sur des ordonnances d'urgence, mais c'est précisément son rôle !

Vous affirmez par ailleurs que le Parlement pourrait avoir trop de pouvoir, c'est-à-dire ?

Les modifications constitutionnelles proposées cette année sont préoccupantes, le Parlement est en train de

devenir un super pouvoir au-dessus de toutes les autres institutions du pays, l'organe suprême des débats et des décisions. Concernant les débats, aucun problème, mais ce qui me gêne est que le Parlement puisse décider de tout, et notamment supplanter le pouvoir judiciaire. Et quand on sait que plusieurs parlementaires condamnés pour des faits de corruption continuent aujourd'hui d'exercer leur pouvoir législatif...

Que pensez-vous du Mécanisme de vérification et de coopération mis en place par Bruxelles pour s'assurer précisément que l'Etat de droit fonctionne en Roumanie ?

Il est indispensable, sans lui nous n'aurions pas aujourd'hui des institutions et des lois qui luttent contre la corruption. Notre pays n'est pas encore capable de se réformer seul, il a besoin d'aide. On l'a vu lors de la crise politique de l'été 2012. Ce fut un triste épisode, une violation grossière de l'Etat de droit très bien planifiée afin d'éliminer tout organe de contrôle qui ne serait pas sous le giron du gouvernement.

« *Le gouvernement ne peut pas continuer à prendre les citoyens pour des imbéciles* »

Cela dans le but de se débarrasser du président de la République parce qu'il ne serait plus populaire, alors que le mandat d'un président élu démocratiquement doit être respecté à partir du moment où il n'enfreint pas la Constitution. Sans parler du référendum lancé par le pouvoir en place afin de le destituer qui fut une vraie farce: des personnes ont voté plusieurs fois, on a enregistré jusqu'à 200% de participation dans des petites communes désertes en été, même les morts se sont rendus aux urnes... La Cour constitutionnelle enquête d'ailleurs en ce moment sur la façon dont il a été organisé. Tout cela nous a énormément décrédibilisés aux yeux des dirigeants occidentaux.

Peut-être qu'il faut attendre un peu, 1989 n'est pas si loin...

Au début des années 1990, on a dit qu'avec la nouvelle génération de po-

litiques, les choses s'amélioreraient, ce qui s'est avéré faux et continue d'être faux aujourd'hui. Et je doute que même ceux qui n'ont pas du tout vécu sous le régime communiste soient capables de changer les choses. Un sondage récent de la fondation Soros révèle que plus de 60% des jeunes Roumains âgés de 18 ans pensent que le régime communiste était un bon régime. Cela montre que nous ne parlons pas de façon objective de notre passé, en grande partie parce que cela n'arrange pas les élites. Nous n'en parlons ni à l'école, ni en société. Et à la maison, les parents disent à leurs enfants qu'ils regrettent leur jeunesse, c'est-à-dire quand ils vivaient sous le communisme. D'où les chiffres du sondage Soros. Personnellement, j'associe le régime communiste que j'ai un peu vécu à la faim, au froid, au manque de lumière, aux magasins vides et à une télévision propagandiste.

Comment voyez-vous les manifestations récentes de la société civile notamment en ce qui concerne la mine d'or de Roşia Montană ?

La population qui descend dans la rue contre ce projet est très éclectique, et ce sont en général des personnes bien intentionnées qui ne supportent plus la façon dont l'exécutif gère ses dossiers. Et ils ont tout à fait raison. Je trouve inacceptable qu'en 2013 un gouvernement puisse faire adopter des lois s'adaptant au bon vouloir d'un investisseur afin qu'il fasse ce que bon lui semble. On établit des normes et des lois spécifiques pour lui. De fait, très souvent, quand le gouvernement signe un contrat avec un grand groupe privé, ce même contrat passe ensuite par le Parlement afin qu'il puisse être approuvé sous la forme d'une loi. Il s'agit évidemment d'un abus juridique. Une loi n'est pas un contrat. Mais en faisant de la sorte, le gouvernement s'assure que les éventuelles poursuites administratives ou pénales ultérieures restent sans réponse étant donné que c'est le Parlement qui aura voté la loi, ou plutôt le contrat. Et que peut faire un investisseur privé contre le Parlement, aussi grand soit-il ? A terme, personne ne gagne à cultiver ce genre de pratique, ni le gouvernement, ni l'investisseur. Car aujourd'hui, à un moment donné, tout se sait. C'est ce qui s'est passé avec Roşia Montană, et c'est ce qui est



en train de se passer avec les gaz de schiste. On n'explique rien aux gens, on fait tout sous la table et après on s'étonne qu'il y ait des manifestations. Le gouvernement ne peut pas continuer à prendre les citoyens pour des imbéciles.

Vous critiquez durement l'exécutif, mais n'est-il pas aussi, en partie du moins, la représentation de la société roumaine telle qu'elle est ?

Tout à fait, je ne dis pas que la société civile est parfaite et que nos dirigeants ont tous les torts. Nous avons la classe politique que nous méritons, je suis d'accord. Mais la question est aujourd'hui la suivante : comment aller de l'avant ? Comment arriver à un consensus politique, un projet de société où des règles définissent clairement

les limites de telle ou telle action, qu'elle soit gouvernementale, institutionnelle ou privée ? Il est devenu indispensable de suivre certains principes, une déontologie, on ne peut pas continuer de cette façon. Je pense à la presse, ce qui se passe est très triste, bientôt il n'y aura plus du tout de médias critiques.

Quels sont vos projets ?

Il existe un dicton en roumain qui dit que si vous voulez faire rire Dieu, racontez-lui vos projets. La vie est si imprévisible, volatile. J'ai souvent eu la possibilité de vivre à l'étranger mais je me suis vite rendu compte qu'à terme cela me rendrait malheureuse. Et puis la Roumanie offre la possibilité de travailler sur des choses qui comptent, même si cela demande beaucoup d'énergie. Contrairement à l'Ouest, ici

il reste beaucoup à faire, et tant que je ne perdrai pas l'espoir que ce que je fais sert à quelque chose, je continuerai. Je pars souvent à l'étranger pour des organisations internationales, mais ce à quoi je me dédie ici m'est très cher. La société civile roumaine a besoin de gens qui disent ce qu'ils pensent, qui fassent ce qu'ils croient juste, même si c'est à contre-courant.

Je suppose que vous subissez des pressions, vous arrive-t-il d'avoir peur ?

Peur, non. Mais j'ai des pressions, c'est normal.

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photos : Daniel Mihăilescu

Avant septembre dernier, il n'y avait qu'à l'Institut des maladies cardiovasculaires de Târgu Mureș que les enfants atteints de problèmes cardiaques pouvaient être opérés. Un second centre, basé à Cluj, s'était vu contraint de fermer ses portes faute de praticiens. Face à un nombre conséquent d'enfants souffrant de malformations du cœur, une petite ONG de Bucarest s'est battue pour doter la capitale d'un centre d'excellence en chirurgie cardiaque pédiatrique, le premier jamais ouvert en Roumanie dans un hôpital public.

PETITS CŒURS

« CHAQUE ANNEE EN ROUMANIE, entre 1 200 et 1 500 enfants naissent atteints d'une anomalie cardiaque. Sur ce total, ils ne sont que deux à trois cents à pouvoir se faire opérer. Mettez-vous à la place des parents, comment vous sentiriez-vous si votre enfant était ainsi laissé de côté ?... » Le docteur Cătălin Cârstoveanu de l'hôpital pédiatrique Marie Curie de Bucarest connaît bien ce genre de situation. Chef de la section de thérapie néonatale intensive, il s'occupe des bébés atteints de cardiopathies congénitales et souvent, il les voit mourir sans pouvoir intervenir à temps. « Dans la plupart des cas, ces enfants avaient de bonnes chances de survie », affirme Alex Popa de l'association Inima Copiilor (Le cœur des enfants) qui, en 2009, a décidé de se mobiliser pour doter la capitale de son premier centre de chirurgie cardiaque pour enfants au sein de l'hôpital Marie Curie. Avant l'ouverture du centre, les bébés porteurs de cardiopathies congénitales étaient sur liste d'attente à l'institut de cardiologie de Târgu Mureș, les plus chanceux allaient se faire opérer à l'étranger. « Mais pour chaque intervention en Occident, l'Etat devait déboursier entre 20 et 30.000 euros, ce qu'il n'a évidemment pas souvent fait », ajoute Alex Popa.

Dans un effort collectif sans précédent, opinion publique, médias et responsables de la Santé ont alors bataillé pour obtenir le financement nécessaire à l'ouverture de ce nouveau centre spécialisé en chirurgie cardiaque pour enfants. « Inima Copiilor a lancé une action humanitaire unique, soutient Alex



Popa. La preuve, 1,5 million d'euros ont été récoltés auprès de la population, auxquels se sont ajoutés 400.000 euros de Procter and Gamble Roumanie et du réseau pharmaceutique Sensiblu, et enfin 2,3 millions d'euros versés par le ministère de la Santé pour l'achat des équipements, dont notamment le premier appareil d'angiographie biplan de Roumanie (d'un coût d'un million d'euros, cet équipement de haute technologie permet d'effectuer une procédure en urgence, et donne ainsi plus de temps avant la correction chirurgicale définitive, ndlr). »

Au total, 4,2 millions d'euros ont donc été investis dans la salle d'opération, deux chambres de soins intensifs, un laboratoire de cathétérisme et une unité de stérilisation. La climatisation a également été installée sur toute une aile de l'hôpital pour une meilleure prise en charge des enfants. Mais le centre de chirurgie cardiaque de l'hôpital de pédiatrie Marie Curie a dû attendre plus de deux ans avant d'accueillir ses premiers jeunes patients – tous les équipements étaient pourtant fonctionnels dès février 2011.

« On n'avait pas de personnel spécialisé, les chirurgiens pédiatres se font très rares en Roumanie ; dans un premier temps, on aurait certainement dû inviter des spécialistes étrangers pour opérer aux côtés de nos médecins », estime Alex Popa. Le manque de volonté des

décideurs a aussi fait que le centre resta prisonnier de la bureaucratie et donc fermé, tandis que des enfants continuaient à mourir. Ce ne fut qu'en août dernier que le ministère de la Santé a finalement mis en place un programme cohérent de développement de la chirurgie cardiaque pédiatrique, permettant enfin l'inauguration du centre de Marie Curie.

« Ce tout petit patient a été le premier à avoir bénéficié de notre appareil d'angiographie. L'intervention fut des plus simples, mais sans elle on aurait perdu le bébé »

« Ce projet est une première. Pour sa mise en place, on a dû briser toutes les barrières de la bureaucratie, en faisant la sourde oreille au mot « non » », a récemment affirmé le secrétaire d'Etat à la Santé, Raed Arafat, lors d'une conférence de presse. Le ministère de la Santé a par ailleurs signé un protocole de collaboration avec la clinique San Donato en Italie, un pôle de référence dans le domaine des cardiopathies congénitales, et avec l'association Bambini Cardiopatici nel Mondo, afin d'assurer des stages de formation pour les professionnels roumains dans les cliniques italiennes parallèlement à des missions périodiques d'experts italiens en Roumanie.

Le 23 septembre dernier, la salle d'opération du centre de chirurgie pédiatrique du cœur de Marie Curie a finalement été inaugurée, et a accueilli une équipe de grands spécialistes italiens, dont le fameux cardiologue Mario

Carminati. Epaulés par des confrères roumains, ils ont alors opéré six enfants dont un nouveau-né âgé de 30 heures seulement. « Ce fut une grande chance de se retrouver à l'hôpital au moment où l'équipe italienne était en mission », raconte le père. Atteinte d'une transposition des gros vaisseaux, Sofia avait besoin d'une procédure d'angiographie en urgence lui permettant de rester en vie jusqu'à l'opération finale. « Ce tout petit patient a été le premier à avoir bénéficié de notre appareil d'angiographie. L'intervention fut des plus simples, mais sans elle on aurait perdu le bébé », affirme Cătălin Cârstoveanu, tout en ajoutant que pour la correction cardiaque définitive, Sofia s'est fait opérer à la clinique San Donato en Italie.

« Au début, j'ai voulu qu'on l'opère à Târgu Mureș, mais ce fut impossible, on m'a dit que l'agenda d'intervention était archi plein », témoigne le père de Sofia. Ce qui ne surprend pas le docteur Cârstoveanu. « A l'étranger, l'incidence des enfants cardiaques décédés dans les trente jours qui suivent l'opération est très faible, de 2 à 4% tout au plus. Mais comment pourrait-on inverser le taux de mortalité post-opératoire en Roumanie si l'on n'arrive même pas à faire entrer tous ces enfants en salle d'opération ? », lance-t-il. Le ministère de la Santé assure de son côté que Bucarest ne restera pas la seule ville concernée par le programme de développement de la chirurgie cardiaque infantile. Mis en place pour une période de 34 mois, le projet devrait conduire à l'inauguration de deux autres centres de chirurgie cardiaque pédiatrique à Iași et à Cluj, et à la modernisation de celui de Târgu Mureș.

Ioana Stăncescu
Photo : Mihai Barbu

Tristes chiffres

Bien que le nombre d'enfants roumains décédés durant leur première année de vie ait fortement diminué depuis 1990, la Roumanie continue d'afficher l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés d'Europe, voire le plus élevé en 2013 : 9,3 décès pour 1 000 naissances. Les statistiques sont des plus choquantes : un bébé roumain meurt toutes les cinq heures. Les principaux facteurs sont la prématurité, les anomalies congénitales et les accidents. De plus, selon un rapport européen sur la santé périnatale publié en 2013, la Roumanie enregistre le plus grand nombre de bébés décédés en maternité. En 2010, six prématurés sont morts dans un incendie déclenché suite à une défaillance de l'air conditionné dans la section de thérapie intensive de la maternité bucarestoise de Giulești.



ROUES LIBRES

Ils pédalent à toute vitesse dans les rues de la capitale, qu'il pleuve ou qu'il vente, avec sac à dos et casquette, se frayant un chemin entre les voitures afin de remettre à temps leurs précieux colis. Pour ces fanas de vélo, le travail de coursier est un art de vivre, car ils livrent aussi leur propre bataille contre la pollution et le trafic.

A LE VOIR SUR SON DEUX-ROUES, portant dreadlocks et boucles d'oreille, on dirait plutôt un jeune rétif. Pourtant, à 23 ans, Ariel Constantinof est loin d'être un rebelle sans cause. Depuis deux ans déjà, ce passionné de vélo et ancien blogueur influent a monté sa propre société de « coursiers verts », une activité déjà répandue à l'Ouest. Plus que le profit, c'est le désir d'encourager la réintégration du vélo dans le paysage urbain qui a poussé Ariel à fonder « Tribul » (la tribu). « La communauté des cyclistes bucarestois

ressemble assez à une tribu, explique-t-il, ils se saluent dans les rues, s'entraident pour affronter le trafic. » Et au besoin se rassemblent pour faire valoir leurs droits. Fin septembre, plus de 5000 militants du vélo ont protesté dans la capitale afin de réclamer l'aménagement de pistes cyclables et la démission de l'édile de Bucarest, Sorin Oprescu.

Bien que la municipalité ait déboursé 10 millions d'euros pour tracer des pistes cyclables, la police routière en a annulé la majorité. La raison ?

Créées pour la plupart sur les trottoirs, elles n'ont pas été suffisamment bien aménagées. Quant à celles sur les chaussées, il n'en reste plus que deux fonctionnelles. Des projets d'infrastructures existent, mais les cyclistes attendent de voir. Loin d'arborer l'étendard de la révolte, Tribul se propose avant tout de contribuer à l'épanouissement de la société. Sous l'égide de l'ONG Mai Mult Verde, la petite société d'Ariel redirige 10% de son profit vers des projets sociaux privilégiant, évidemment, le vélo. Car le concept de

RSE (responsabilité sociale des entreprises), vivement encouragé par Bruxelles, est plutôt rare en Roumanie. Ariel Constantinof reste toutefois confiant... « La plupart de nos clients nous choisissent moins pour le service offert que pour la cause embrassée. Ils se font une fierté de travailler avec nous. »

« Ces coursiers sont géniaux, très rapides, sérieux et tout sourire », affirme une vendeuse de Napati, un magasin de produits bio qui, de par son commerce de niche, milite lui aussi pour une vie plus saine. Les livraisons de Tribul se font le jour même, dans un délai de deux à trois heures, pour un tarif unique de seulement 4 euros, quel que soit la distance, la météo ou le poids du colis. « J'ai

livré de tout, des briques, des luges, des bouquets de fleurs et même des sandwiches oubliés à la maison », raconte Alex Dinu. Avec Moșul (Le vieux), il fait partie des anciens de Tribul, dépassant déjà la quarantaine. Mais lui est surnommé Le jeune, car s'il a quelques poils blancs sur sa barbe, Alex reste jeune d'esprit et d'allure, notamment grâce à son vélo. « Pour moi, l'argent n'est pas le plus important, c'est l'ambiance au travail. Je me rends au boulot comme si je partais en vacances, totalement relaxé », soutient-il.

« J'ai livré de tout, des briques, des luges, des bouquets de fleurs et même des sandwiches oubliés à la maison »

Payés sur les commandes, les coursiers de Tribul s'attribuent une commission de 40% sur chaque livraison – ils en

effectuent une trentaine par jour en moyenne. Pour l'instant, la tribu à deux roues compte sept membres dont une seule fille, Raluca, admirée pour son courage. Une qualité indispensable pour ces dévoreurs de bitume. « J'aimerais que les chauffeurs nous traitent comme leurs égaux, et non pas comme des obstacles, souligne Alex. Bien qu'avant, c'était pire, le cycliste était complètement marginalisé. On le prenait pour un pauvre puisqu'il n'avait pas de voiture. » Désormais, au cœur des tendances actuelles, le vélo se pose de plus en plus en petit prince de la rue, même à Bucarest. Rien qu'en 2012, les Roumains en ont acheté 380.000, un nombre dépassant cinq fois celui des

automobiles vendues, ce qui a poussé le quotidien britannique *Daily Mail*, cité par la presse locale, à écrire que « les Roumains [étaient] devenus les plus grands amateurs de vélo d'Europe ».

Ariel et ses collègues ont donc de quoi se dessiner un bel avenir. En attendant de pouvoir recenser les projets à caractère social qu'il aura pu en partie financer, Tribul calcule chaque jour la quantité de CO2 économisée grâce à ses livraisons non polluantes : en deux ans, près de 6000 tonnes.

Ioana Stăncescu
Photo : Mihai Barbu

GDF SUEZ Energy România
Un acteur majeur du marché de l'énergie en Roumanie

Chez GDF SUEZ Energy România, nous vous apportons les énergies et les services essentiels à votre bien-être:

- fourniture et distribution de gaz naturel
- services techniques associés
- fourniture d'électricité
- production d'électricité éolienne
- conseils en matière d'efficacité énergétique

www.gdfsuez.ro

GDF SUEZ
ÊTRE UTILE AUX HOMMES

AUX URNES



Pour la troisième fois de leur histoire – la Roumanie ayant adhéré à l'Union européenne en 2007 –, les Roumains sont appelés à élire leurs représentants au Parlement européen entre les 22 et 25 mai prochains (la date exacte n'est pas encore fixée). Sur 751 députés élus à l'échelle du continent, 32 viendront de Roumanie et défendront les intérêts du pays auprès de Bruxelles pour les cinq prochaines années. Du côté de la coalition au pouvoir – USL, Parti social-démocrate (PSD)/Parti national libéral (PNL) –, l'enjeu européen montre une nouvelle fois des dissensions ; début novembre, le Premier ministre Victor Ponta (PSD) a confirmé que sa formation participerait de façon indépendante aux élections euro-parlementaires. Ces élections seront suivies par l'élection présidentielle qui aura lieu en automne prochain. A noter par ailleurs qu'un nouveau président de la Commission européenne sera désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE en 2014. Jonas Mercier. Photo : D.R.

Parmi les plus malheureux

Bien qu'elle ait grimpé de cinq points depuis l'année dernière, la Roumanie se classe toujours en queue du dernier classement PISA de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), qui évalue les connaissances et les compétences des jeunes de 15 ans dans le monde. Tandis que la Chine et Singapour sont en tête pour les mathématiques, la Roumanie n'occupe que la 45ème place parmi 65 pays étudiés. L'enquête révèle notamment que 40% des élèves roumains ont des difficultés en lecture, et du mal à résoudre les problèmes de mathématiques les plus simples. Plus grave, ils figurent parmi les moins motivés et les plus malheureux, 73% d'entre eux affirmant se sentir très seuls à l'école. Environ 510.000 élèves de 65 pays ont été soumis aux épreuves de mathématiques, de sciences et de compréhension écrite dans cette enquête PISA 2012 de l'OCDE. Ioana Stăncescu

L'eCall, urgent

La Roumanie est le premier pays d'Europe à avoir mis au point le système d'appel d'urgence automatique (eCall). Il s'agit d'une initiative de la Commission européenne visant à atténuer les effets des accidents graves de la route. En Roumanie, le Service des télécommunications spéciales, qui gère le numéro d'appel d'urgence unique – le 112 – a donc adapté son système au service eCall. Ce dispositif, dont les automobiles et les véhicules légers fabriqués en Europe seront obligatoirement équipés à partir du 1er janvier 2015, composera automatiquement le 112 en cas d'accident. Il indiquera le lieu de l'accident et des données techniques sur les voitures impliquées. Les services d'urgence pourront ainsi intervenir plus rapidement, notamment pour dégager les passagers immobilisés. La mesure est bienvenue en Roumanie, qui se classe parmi les premiers pays de l'UE pour le nombre de victimes d'accidents de la route. Alexandra Pop

Le musée de Ion Țiriac

L'ancien joueur de tennis et homme d'affaires Ion Țiriac a ouvert fin novembre à Otopeni, près de Bucarest, son propre musée de voitures anciennes. Etalé sur 2200 m² dans un bâtiment futuriste spécialement construit pour l'occasion, « Țiriac Collection » invite le public à admirer une soixantaine d'automobiles et de motos sur les plus de 250 que possède l'homme d'affaires. C'est la première galerie automobile privée jamais ouverte au public roumain. La collection regroupe environ 30 marques de véhicules, du plus ancien modèle datant de 1899 aux bolides les plus en vogue. Le public pourra ainsi contempler une Ford Mustang Mach 1 produite en 1970, la Jaguar qui a remporté le record de vitesse sur le circuit de Nürburgring en Allemagne, ou encore une Aston Martin V8 Vantage de 1981 similaire à celle conduite par James Bond dans *Tuer n'est pas jouer* (1987). Sans oublier une collection privée unique de Rolls-Royce Phantom regroupant les six modèles produits avant 1972. « Une partie de l'histoire automobile se retrouve dans cette collection que je vous invite à découvrir », a déclaré Ion Țiriac lors de l'inauguration, en ajoutant que les modèles exposés changeront périodiquement. I.S. Photo : Mediafax



LA ROUMANIE SOUHAITE L'UNION AVEC LA MOLDAVIE

Trois quarts des Roumains se prononceraient en faveur d'une union avec la République de Moldavie, bien que pour un tiers d'entre eux, une telle initiative serait rejetée par les citoyens moldaves, selon un sondage de l'Institut roumain pour l'évaluation et la stratégie réalisé le 29 novembre dernier. 64% des sondés ont par ailleurs affirmé être au courant des déclarations faites par le président Traian Băsescu pour qui, après l'adhésion euro-atlantique, le prochain grand projet de la Roumanie est la réunion avec la Moldavie voisine. Ce sondage a été réalisé sur un échantillon de 1132 personnes. I.S.



Creator de progres energetic

Referința mondială a economiilor de energie la scara teritorială



Dalkia România S.A.
Str. Barbu Văcărescu, nr. 243A,
Barbu Văcărescu Office, etaj 3, Sector 2, București
Tel. +40 21 322 86 37; Fax. +40 31 730 16 41
secretariat@dalkia.ro; www.dalkia.ro

DE QUOI TREMBLER ?

Ces derniers mois, la région de Vrancea, l'épicentre de l'activité sismique en Roumanie, a enregistré de fortes turbulences, et le département de Galați, jusqu'à présent peu sujet aux tremblements de terre, a l'air de se réveiller. Petits mouvements de plaques sans conséquences ou prémices d'une grande secousse ?

DANS LA MATINEE DU DIMANCHE 6 octobre, à 4h37, un séisme de magnitude 5,5 sur l'échelle de Richter a secoué tout l'est du pays pendant presque 10 secondes, et a été ressenti jusqu'en République de Moldavie, ainsi qu'au nord de la Bulgarie. Il n'a heureusement pas fait de victimes ni de dégâts. Mais depuis quatre ans, rien d'aussi puissant n'avait été enregistré, souligne le directeur de l'Institut national

phénomène inconnu jusqu'à présent dans cette partie du pays. L'extraction de pétrole et les inondations ont initialement été mentionnées comme des déclencheurs possibles, mais pour les experts, ces raisons ne tiennent pas la route. Selon les habitants, il y a souvent un bruit constant comme « une masse d'eau qui bout provenant du sol », et une odeur étrange de soufre. Un temps on a soupçonné que l'exploitation de gaz

pour le géophysicien Mircea Radulian, « il ne faut pas s'alarmer outre-mesure de cette activité sismique soutenue à Vrancea, la terre se soulage ainsi de son trop plein d'énergie au lieu de la concentrer dans le silence et de la libérer de façon soudaine et violente ». Il doute qu'un fort séisme de plus de 5,5 puisse de nouveau se produire à Vrancea, et encore moins à Galați, tout en rappelant que la géophysique est loin d'être une science exacte et que théoriquement, tout peut arriver. De son côté, Gheorghe Mărmureanu, président d'honneur de l'Institut national de géophysique, a affirmé fin novembre, lors d'une émission de télévision, qu'un « séisme à une profondeur importante [était] à prévoir, nos études le montrent ». Que ce séisme toucherait surtout le sud de la Moldavie roumaine, mais que jusqu'à une magnitude de 7, il ne ferait pas de dégâts.

Autre question lancinante : le pays est-il préparé en cas de grand tremblement de terre ?... Selon les chiffres de la mairie de Bucarest, sur 2500 immeubles classés actuellement à risque, 26 seulement ont été consolidés, et 111 abritant 3200 appartements sont considérés comme étant des dangers publics, non seulement pour leurs occupants mais aussi pour le voisinage. Ils sont signalés sur les façades par des points rouges (*buline roșii*) – bien que leur mise en place soit parfois l'objet de spéculations immobilières (tant privées que publiques) faisant monter ou baisser le prix des « blocs ». Quoi qu'il en soit, depuis 1989, les administrations successives de la capitale ont négligé le problème, même si les politiques ont tour à tour promis de s'en occuper. D'un côté, les autorités accusent les propriétaires qui refusent de quitter temporairement leur domi-



Exercice de simulation d'un séisme, fin novembre à Craiova.

de géophysique, Mircea Radulian. Sur l'ensemble de l'année 2013, il y a eu 7 séismes d'une magnitude de plus de 4 sur l'échelle de Richter. Toutefois, ces deux, trois dernières années, les 10 petits séismes mensuels enregistrés à Vrancea ont généralement été de faible intensité.

Plus inquiétant, environ 300 tremblements de terre mystérieux ont boulevé entre fin septembre et début octobre de nombreux villages du département de Galați, des dizaines par jour, allant jusqu'à une magnitude de 3,8. Un

de schiste avait commencé de façon illégale. Puis cette activité sismique s'est soudainement éteinte après deux semaines. Selon le rapport des spécialistes qui ont étudié le phénomène, « il s'agit bien d'un essaim de séismes relatifs aux faibles mouvements des plaques ».

PENSER AU PIRE

Vrancea, Bucarest et le sud du pays sont les trois zones à risque. Selon les estimations des autorités, un tremblement supérieur à 7 pourrait faire plus de 6000 victimes dans la capitale. Mais

cile ; de l'autre, les locataires estiment que ce n'est pas à eux de contribuer financièrement aux consolidations.

Au mois de novembre, le maire de Bucarest, Sorin Oprescu, a lancé un programme dans toutes les écoles de la capitale afin de préparer les élèves et les professeurs à un éventuel grand séisme. La municipalité a commencé aussi à doter les écoles et leurs salles de sport d'abris spécifiques, d'environ 3000 places. Et d'autres lieux seront aussi

équipés, rassure le maire. A son tour, le secrétaire d'Etat à la Santé, Raed Arafat, a affirmé que la Roumanie avait des moyens d'intervention uniformes, et notamment tous les équipements de désincarcération lourde nécessaires. Selon lui, Bucarest serait rapidement interconnectée avec les grands hôpitaux des villes limitrophes, prêtes à recevoir les éventuels blessés. Une commission spéciale des représentants de plusieurs ministères, incluant notamment Raed Arafat, a par ailleurs été mise en place

fin novembre par l'exécutif afin de préparer la population aux catastrophes naturelles.

Des initiatives plus que nécessaires. Jean-François Jund, expert en intelligence économique, a récemment expliqué devant un parterre de chefs d'entreprise français pourquoi il fallait déjà se préparer au pire... « Un tremblement de terre aujourd'hui à Bucarest serait encore plus terrible que celui de 1977, parce que l'infrastructure a énormément changé, la population de la capitale a pratiquement doublé, la circulation est plus dense et les chaussées réduites rendent l'accès aux secours difficile. » M. Jund ajoute que « les habillages des plafonds des grandes surfaces, souvent en verre, risquent de tomber sur les personnes qui seront à l'intérieur au moment de la secousse, même si les Malls sont désormais aux normes européennes. La plupart des pays européens n'ont pas ce problème sismique ».

Daniela Coman
Photo : Mediafax

Un passé turbulent

Deux grands séismes très meurtriers ont secoué la Roumanie au 20ème siècle. Le premier, en 1940, de magnitude 7,4 sur l'échelle de Richter, a fait plus de 1000 morts et environ 4000 blessés. En mars 1977, le deuxième, d'une magnitude de 7,2, a fait 1574 morts, 11.000 blessés et beaucoup de dégâts, surtout à Bucarest et dans le sud du pays. La Roumanie, située à l'intersection de trois plaques tectoniques, figure parmi les pays les plus exposés aux séismes en Europe.

Pour plus d'infos en risque de séisme :
www.ambafance-ro.org/spip.php?article2039
www.ambafance-ro.org/spip.php?article2040



Depuis le début des années 2000, ACVATOT bénéficie de l'expérience, des compétences et de l'esprit entrepreneurial d'un grand groupe international pour la conception et la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eaux, assainissement, gaz...), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation.

Souhaitant s'impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a également créé la Fondation Acvatot qui soutient des projets ambitieux dans la sphère sociale et de protection de l'environnement. Enfin, dans un souci de développement durable, notre centre de formation ACVASCHOOL forme nos collaborateurs à toutes les techniques de nos métiers, ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.



Contacts:
9-9A Boulevard Dimitrie Pompeiu, IRIDE BUSINESS PARK,
Bâtiment no. 14, Secteur 2, Code postal 020335, Bucarest
Tel.: +40 212 520 880 • Fax: +40 212 520 934 • contact@acvatot.ro

www.acvatot.com

A PEINE ENTRE, UNE SENSATION

de convivialité et de chaleur se dégage. Dans la pièce principale très colorée, des chaises, des poufs et des canapés... Bienvenue à l'Institut pour l'éducation au bonheur (IPF), situé au 29 de la rue Avrig à Bucarest. « Nous nous mettons en permanence à jour sur les études les plus récentes, et nous avons un contact presque quotidien avec des psychologues et des neurologues reconnus pour leur travail dans le domaine. Parfois, nous les invitons pour des conférences et des débats, et nous projetons régulièrement des films documentaires suivis d'ateliers ponctuels », résume Cristina Toma, responsable des événements – l'IPF se finance principalement par ces événements et les adhésions.

« Les Roumains souffrent de ce que les spécialistes appellent « l'impuissance apprise », un concept dangereux car difficile à corriger »

Ce projet ambitieux a été mis en route suite à un triste constat : les Roumains sont parmi les citoyens les plus malheureux en Europe. Dans l'étude internationale menée pour les Nations unies, la Roumanie arrive en 90ème position sur un total de 156 pays. Au sein de l'Union européenne, il n'y a que les Hongrois (110ème) et les Bulgares (144ème) qui seraient encore plus « déprimés ». « Il faut avoir de l'argent, réussir sa carrière et être reconnu par les autres, voilà ce qu'on apprend aux enfants roumains à l'école et dans les médias, explique Jeni Chiriac, psychologue. Or les études scientifiques disent tout le contraire. Il faut être en bonne santé, entouré d'amis, et surtout faire des choses que l'on aime. »

Dans le top cinq des pays les plus heureux au monde, on retrouve le Danemark, la Norvège, la Suisse, la Hollande et la Suède. Des pays riches mais surtout très tournés vers le respect de la personne et la vie en communauté, alors que plus de la moitié des Roumains déclarent se sentir seuls, selon les constats de l'Institut. Mise à part la famille, ils auraient du mal à « penser collectif » et à s'impliquer. « Les Roumains souffrent de

QUE LA JOIE ARRIVE

Les Roumains seraient de plus en plus malheureux, selon un rapport d'experts délivré pour les Nations unies *. Alors pour les aider à se sentir mieux, trois jeunes enthousiastes ont ouvert à Bucarest le premier institut pour l'éducation au bonheur en Europe du sud-est.



Mălina Chirea, présidente de l'Institut.

ce que les spécialistes appellent « l'impuissance apprise », un concept dangereux car difficile à corriger. Cela veut dire que pendant très longtemps, notamment durant la période communiste, les dirigeants de la classe politique leur ont expliqué qu'ils n'étaient pas importants en tant que personne, et qu'ils n'avaient de toute façon aucun pouvoir pour changer leur vie. D'où ce très mauvais rapport avec soi-même et un grand manque de confiance », explique Mălina Chirea, jeune trentenaire spécialiste en développement personnel et présidente de l'Institut. Pour tenter d'y remédier, les membres de l'IPF ont décidé qu'ils iraient début 2014 à la rencontre des jeunes Rou-

maines. Pendant six mois, ils offriront des formations dans plusieurs lycées et universités du pays. Des films documentaires seront également projetés tous les deux mois. L'objectif est de sensibiliser au bonheur 9000 jeunes dans six grandes villes : Baia Mare, Cluj, Timișoara, Iași, Bucarest et Craiova. Et rendre un peu le sourire.

Mihaela Cărbunaru
Photo : IPF

* Rapport sur le bonheur dans le monde : www.unsdsn.org/files/2013/09/World-HappinessReport2013_online.pdf
Site de l'Institut du bonheur : www.ipf.ro

Le bonheur sur la carte

10% de la population au niveau mondial souffre de dépression et d'anxiété. Alors qu'en Grande-Bretagne la méditation est acceptée comme recommandation médicale, en Roumanie, le travail des psychologues n'est pas encore tout à fait reconnu et les consultations ne sont pas remboursées. Faute d'informations, la visite chez le « psy » est souvent synonyme de maladie mentale ; les Roumains préfèrent aller voir le prêtre. Toujours selon le dernier rapport sur le bonheur dans le monde, les cinq pays les plus malheureux seraient le Rwanda, le Burundi, la République centrafricaine, le Bénin et le Togo. Le bonheur augmenterait en Amérique latine, en Chine et en Asie de l'Est.

LA CHRONIQUE D'ISABELLE WESSELINGH

QUESTIONNER LE REGARD

« Parfois je me demande pourquoi une image si négative colle à Bucarest. On parle toujours de ces immeubles construits sous le communisme mais a-t-on bien regardé en France, les tours construites dans les années 1970 ? Elles ne sont pas plus belles », me dit un diplomate de passage en Roumanie. Regarde-t-on avec un œil plus critique la première ville d'Europe centrale et orientale en oubliant les blessures de nos cités ? « Les bobos parisiens se bousculeraient dans ces magasins ! », me dit un collègue parisien en découvrant les *plafar*, ces magasins roumains qui proposent infusions de plantes, huiles essentielles, miel biologique et autres remèdes à base de plantes médicinales. Les Roumains ont une connaissance profonde de ces plantes. Mais une gérante de *plafar* me raconte avec tristesse que nombre de ses clients ont déserté son échoppe depuis qu'un supermarché s'est ouvert à proximité, proposant des produits « plus modernes ». « Certains trouvent les *plafar* ringards », regrette-t-elle. Certains Roumains regardent-ils avec mépris ce qui est vu par d'autres comme une de leurs richesses ? En Grande-Bretagne, l'idée d'une « invasion » de Roumains et Bulgares après la levée des restrictions sur le marché du travail au 1er janvier 2014 est largement véhiculée par la presse et certains hommes politiques. Le commissaire européen László Andor a parlé d'hystérie. Aucune étude sérieuse ne prédit pourtant une arrivée en masse, les Roumains et les Bulgares pouvant déjà travailler sans restriction dans 19 pays d'Europe et préférant généralement les pays de langue latine (un million de Roumains en Espagne dont « la majorité se sont intégrés parfaitement », selon l'ambassadeur d'Espagne en Roumanie dans une interview récente). Une peur entretenue en Grande-Bretagne même si deux rapports scientifiques indépendants publiés en novembre ont bousculé les idées reçues. L'University College London (UCL) a



établi que les immigrés, particulièrement les Européens (y compris ceux des pays de l'Est arrivés très nombreux dans les années 2000), ont apporté une « contribution fiscale considérable » (30 milliards d'euros) aux caisses de l'Etat britannique de 2001 à 2011. « Les immigrés récents, c'est-à-dire ceux qui sont arrivés depuis 2000, sont moins enclins à recevoir des aides sociales que les ressortissants nationaux », indiquent les auteurs. Le National Institute of Economic and Social Research (NIESR) établit lui un lien entre « l'emploi accru d'immigrés et la hausse de la productivité ». Regarde-t-on en Europe l'immigration toujours sous le prisme de la peur et des problèmes ? « Rien ne progresse en Roumanie ». On pourrait parfois se laisser prendre à cette plainte car dans certains domaines rien ne semble changer (en bien). Puis, lors d'un

voyage dans une ville de province en République de Moldavie, expérimentant les humeurs variables de l'eau chaude, l'ampleur des difficultés sociales et le manque de perspectives d'une jeunesse qui vivote tant bien que mal avec beaucoup de courage, une amie roumaine me dit : « Je m'aperçois combien nous avons progressé, surtout depuis notre entrée dans l'Union européenne. » Notre regard sur les choses se construit consciemment et inconsciemment avec notre bagage culturel, nos réflexes familiaux ou nationaux, nos peurs, mais il est toujours bon de questionner ce regard, grâce à un pays étranger, à un système de pensée différent, à des faits plutôt qu'à des « on dit ». Pour 2014, je nous souhaite donc de savoir questionner et élargir notre regard (ce magazine nous y aidera pour la Roumanie).

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.
Photo : Mediapix

Le système de santé roumain est malade, ce n'est pas nouveau. Equipements, personnel, budget : tout manque. Mais pour la première fois depuis 1989, l'ensemble des professionnels de ce secteur est bien décidé à ce que cela change. Manifestations, grèves, pressions auprès du gouvernement, les actions de protestation se sont multipliées ces derniers mois. Après l'exode, les médecins roumains se battent pour travailler chez eux dans de bonnes conditions. Entretien avec Vasile Astărăstoae, président du Collège des médecins de Roumanie.

Piqués AU VIF



Regard : Le 2 novembre dernier, une manifestation de l'ensemble du corps médical a eu lieu à Bucarest. En quel sens ce rassemblement était-il particulier ?

Vasile Astărăstoae : Il s'agissait d'abord d'une marche du silence, ce

qui n'est pas très habituel, surtout en Roumanie. Ensuite, parce que ce n'est pas la faim qui a poussé les professionnels de la santé dans la rue, mais un sentiment : la perte de dignité. Cette marche a été une marche de la dignité. Les professionnels de la santé ont demandé à être respectés, avoir un

salairé convenable, que leur mérite soit reconnu et que personne n'intervienne dans leurs activités courantes.

Une autre particularité de cette marche a été l'unité du corps médical, ce qui n'est pas très habituel dans ce secteur...

Effectivement, les organisations professionnelles et syndicales du secteur sont arrivées à la conclusion que si chacun demande quelque chose en restant dans son coin, personne n'arrivera à rien. De plus, les professionnels de la santé commencent à comprendre qu'il y a des organisations qui peuvent les représenter. D'ordinaire, les médecins sont plutôt individualistes, il est difficile de les rassembler. Mais ces dernières années, le Collège des médecins a réussi à gagner une certaine autorité auprès de la profession. D'un côté l'unité, de l'autre le sens civique. La communion de ces deux aspects a fait naître une graine d'espérance, un sentiment qu'il y a quelque chose à faire, que les choses peuvent bouger.

Les lacunes du système de santé ne sont toutefois pas nouvelles. Pourquoi ce mouvement et l'espérance d'un changement interviennent aujourd'hui ?

Tout s'est accumulé. Il est vrai que normalement, cette marche aurait dû être organisée lorsque les salaires ont été réduits de 36%, car même si on a dit haut et fort qu'ils ont diminué de 25%, pour les médecins, il s'agit de fait d'une baisse de 36%. Mais nous avons été pris de court, nous n'étions pas préparés. Désormais, nous n'accepterons plus que les choses se passent ainsi.

« Les pays de l'OCDE allouent entre 10 et 12% de leur PIB à la santé. (...) La Roumanie est en dernière position, avec 3,7% en 2013 »

Concrètement, que demandez-vous aux autorités ?

Nous demandons 6% du PIB (Produit intérieur brut, ndlr) pour la santé. Nous savons qu'il est impossible de faire des miracles, alors nous avons proposé un plan : 5% pour 2014, 5,5% pour 2015 et 6% pour 2016. Les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, ndlr) allouent entre 10 et 12% de leur PIB à la santé, les pays de l'UE, à l'exception de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie, n'allouent

pas moins de 7%. La Roumanie est en dernière position, avec 3,7% en 2013. Les universités de médecine de Roumanie produisent chaque année 2900 médecins, pourtant le pays occupe la dernière place en Europe en ce qui concerne la densité de médecins. Il n'y en a que 1,9 pour 1000 habitants, sans compter les dentistes.

Même en cas d'une augmentation du salaire des médecins, les différences avec la France ou d'autres pays d'Europe de l'Ouest resteront importantes. Dans ces conditions, comment pensez-vous diminuer l'exode ?

Des petits gestes du gouvernement pourraient réduire cette migration. Les médecins veulent être respectés. Si les autorités se montraient plus ouvertes, pensaient à eux, ce serait un motif suffisant. Aujourd'hui, les médecins doivent financer de leurs propres poches leur formation continue, qui est obligatoire dans notre métier, et prendre des jours de congé sans solde pour le faire. Prendre en compte ces dépenses serait un geste dont le coût ne serait pas énorme pour le gouvernement, mais montrerait un certain respect vis-à-vis des médecins. Ce sont des petits gestes comme cela qui détermineront certains à rester. Vous savez, le mépris actuel entraîne une réaction psychologique extrême chez les médecins, du genre « je pars et je ne veux plus entendre parler de vous ! »

Quelles sont les conséquences de cet exode des praticiens ?

46% des Roumains vivent en milieu rural, où l'on ne trouve que 9% de nos médecins. Dans ces 9%, 97% sont des généralistes. La migration externe a été accompagnée d'une migration interne. Car si un médecin pratiquant dans un centre universitaire quitte le pays, il est alors remplacé par un autre venu d'un département voisin. Ici, par exemple, a récupéré nombre de médecins des départements alentour de Vaslui, Botoșani et Suceava. Bucarest a fait de même avec toute la région sud. Toutefois, nous ne pouvons pas dire que nous manquons cruellement de généralistes, même dans nos campagnes. Notre vrai problème est celui des spécialistes, ce sont eux qui partent. A la différence de la France, le phéno-

mène de désertification ne touche pas les campagnes mais les hôpitaux.

Que se passerait-il si cette migration des spécialistes vers l'Ouest continuait ?

Si cet exode continuait, car on ne parle pas d'émigration mais bien d'exode, il se pourrait que l'on ait des hôpitaux très bien dotés mais qui ne puissent être visités que comme des musées par les patients. Sans professionnels de la santé, aucun système ne peut fonctionner.

L'ampleur de l'exode

Depuis 2007, plus de 14.000 médecins ont quitté la Roumanie, selon le Collège des médecins roumains. Parmi les destinations choisies, la France est l'une des plus prisées. Sur 21.111 médecins actifs ayant obtenu leur diplôme hors de l'Hexagone recensés par l'Ordre des médecins français au 1er janvier 2013, 17,7% viennent de Roumanie. Seuls les praticiens algériens les dépassent (22,2%).

Comment voyez-vous les petits dessous de table dont bénéficient souvent les médecins, et qui portent fortement préjudice à leur réputation ?

Je parlerais plutôt de paiements informels car ce n'est pas un acte unilatéral. Bien souvent, c'est le patient qui insiste. Mais c'est un problème délicat, en effet. Il faut noter que la loi permet ce genre de pratique, non pas avant ou pendant l'acte médical mais après. Pour nous, les autorités continuent de maintenir des salaires très bas dans le domaine médical en sachant que les médecins se débrouillent grâce à ces petits arrangements, et de temps en temps, on arrête un médecin pour désavouer l'ensemble de la profession. C'est un outil de pression.

Propos recueillis par Jonas Mercier.
Photo : Mihai Barbu

BEAU VIRAGE

Constantin Aur, connu sous le nom de « Titi » Aur, est pilote de rallye, octuple champion de Roumanie et premier Roumain à avoir participé à une saison complète du championnat du monde de rallye, en 2003. Aujourd'hui, à 50 ans, il dirige aussi une école de conduite préventive ; initiative bienvenue dans un pays où les chauffards sont malheureusement trop nombreux.

« NOTRE GRAND PROBLEME EST que nous n'avons pas d'éducation routière. En Roumanie, si vous roulez sur la DNI à 70 km/h, la vitesse légale, on vous prend pour l'idiot du village », lance le pilote Constantin Aur qui a notamment fréquenté l'école de pilotage de Jean-Michel Fabre, à Cergy-Pointoise. « Ce que nous proposons en conduite préventive devrait être appris pendant les cours des soi-disant écoles de conduite, qui chez nous ne servent qu'à obtenir le permis de conduire (la conduite préventive ou défensive consiste à réduire l'agressivité au volant, à anticiper le trafic et à tenir compte du comportement des autres conducteurs, entre autres, ndlr), estime le pilote. Chaque jour en Roumanie, cinq personnes en moyenne meurent sur les routes, et vingt sont gravement blessées. »

Située à Ciolpani, à environ 36 km au nord de Bucarest, l'école de Constantin

Aur donne des cours à près de 8000 personnes chaque année... « En ce moment, nous travaillons avec 130 compagnies, Petrom étant notre premier client. Mais il y a aussi Orange, Pepsi, Lafarge... Ce sont des cours pour des chauffeurs professionnels, mais pas seulement. » Un cours de conduite préventive dure une journée et coûte 120 euros. Le pilote assure qu'à moyen terme, les compagnies font des économies. Petrom enregistre-t-il y a quelques années environ dix personnes qui décédaient chaque année lors d'accidents routiers ; aujourd'hui, le nombre d'accidents a baissé d'un tiers. Pour les passionnés, le champion propose également des cours personnels de pilotage, mais il faut compter environ 1200 euros pour une session complète.

La nouvelle ambition de « Titi » : ouvrir d'ici à juin 2015 un complexe unique dédié à l'ensemble des techniques de pilotage. « J'ai réussi à obtenir un financement européen important, 70% d'un investissement total de 7,3 millions



Constantin Aur

d'euros, pour construire à Crevedia (26 km au nord-ouest de Bucarest, ndlr), sur un terrain de 12,5 hectares, un polygone avec toutes sortes de simulateurs, des pistes pour l'aquaplaning, des cellules mesurant la vitesse... Ce sera l'autodrome le plus complexe au monde. J'ai rassemblé tout ce que j'ai vu dans le monde entier, en plus de quelques inventions personnelles. Je ne connais pas un polygone qui ait aujourd'hui toutes ces formes d'essai en un seul endroit. »

Carmen Constantin
Photos : Mediafax

Pour plus d'informations, voir le site : www.titiaur.ro



La voiture de « Titi » lors du rallye de Sibiu comptant pour le championnat d'Europe, en juillet dernier.

LA MOLDAVIE EN ROUTE VERS L'EUROPE ?

A Chişinău, une femme regarde rêveuse le drapeau de l'Union européenne le 23 novembre dernier. Elle a l'air de s'interroger : « Est-ce le bon choix d'opter pour l'Europe ? » Contrairement à l'Ukraine, les dirigeants de la République de Moldavie gardent le cap malgré les pressions de la Russie, et ont paraphé le 29 novembre dernier un accord d'association avec l'UE à l'occasion du sommet du partenariat oriental qui eut lieu à Vilnius, capitale de la Lituanie.

Texte et photo :
Julia Beurç

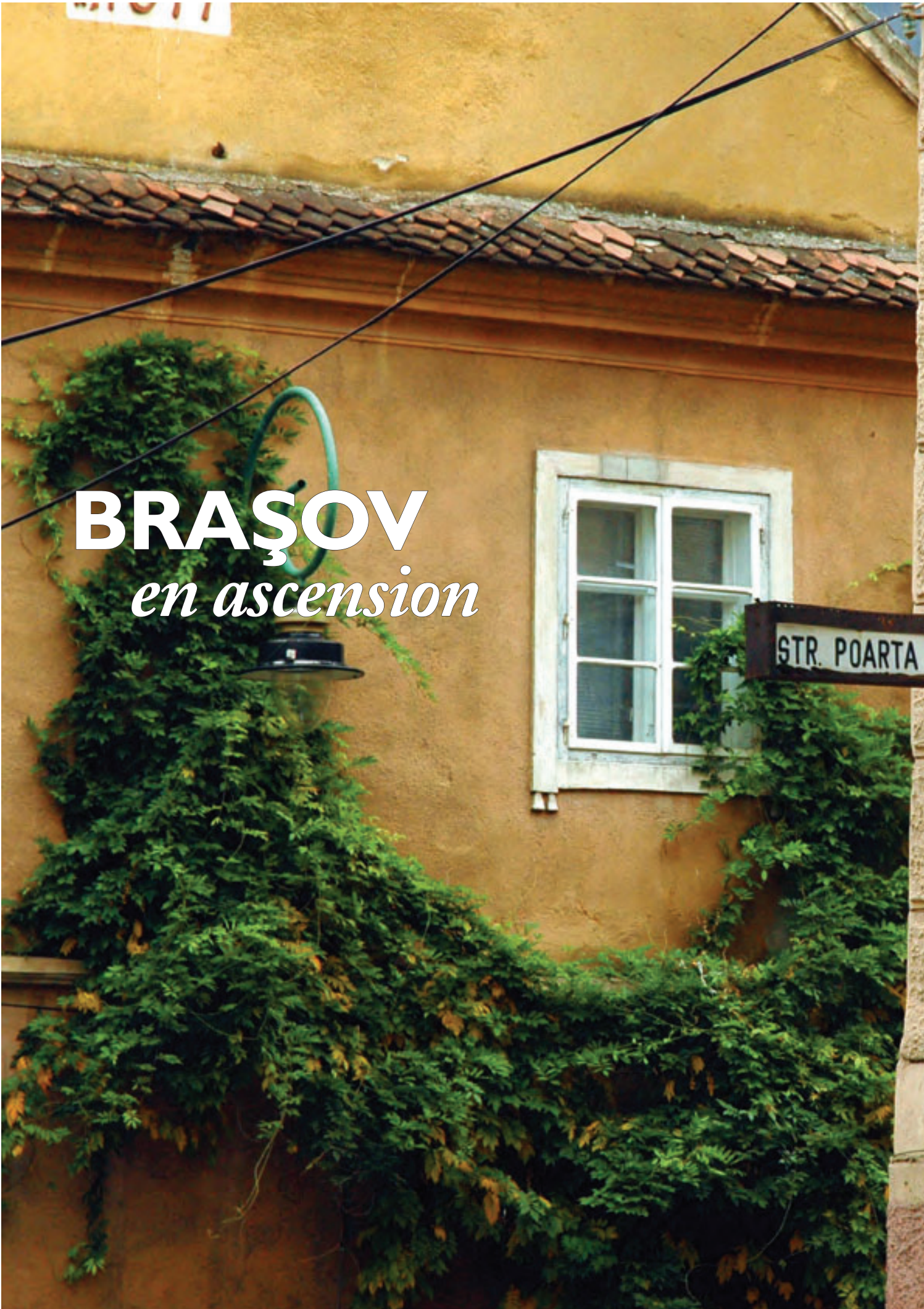


LA CHRONIQUE DE NICOLAS DON

AU-DELA DE L'EUROPE

Fin novembre, le gouvernement roumain déroulait très ostensiblement un énorme tapis rouge au Premier ministre chinois. Autour d'un « Forum économique Chine – Europe centrale et de l'Est », réunissant à Bucarest seize autres Premiers ministres de la région, Li Keqiang et Victor Ponta ont paraphé toute une série d'accords censés assurer le décollage économique de la Roumanie. Grâce aux 8,5 milliards d'euros d'investissements chinois dans tous les grands secteurs d'activité : énergie, agriculture, IT, etc. Sans la croix qui ornait la tribune du Parlement, du haut de laquelle le Premier chinois s'est adressé aux élus roumains – en s'applaudissant lui-même toutes les deux phrases – on se serait cru au bon vieux temps de Nicolae Ceauşescu. En 1971, le dictateur roumain, reçu en grande pompe par Mao, avait imposé, dès son retour au pays, un sévère raidissement idéologique, assorti d'un culte de la personnalité délirant. Le choc ressenti alors est encore dans toutes les mémoires. Aujourd'hui, les images sont les mêmes, le son aussi. La majorité est heureuse et reconnaissante du grand honneur que lui fait la Chine en venant investir dans les Carpates. Vasile Blaga, l'un des leaders de l'opposition, affirme sereinement qu'entre son parti, le PDL (censé être de droite), et le Parti communiste chinois, il n'y a que des différences de détail. Et le président de la République salue le « partenariat traditionnel » avec Pékin. Pas un mot sur la nature profonde du régime chinois. Les droits de l'homme ? Connais pas. Et pourtant, le même président Băsescu tirait la sonnette d'alarme à la veille du référendum de 2013 qui l'a vu revenir au pouvoir : « Les Roumains diront si l'on doit se rapprocher de la Russie ou de la Chine, selon les vœux du pouvoir, ou si l'on doit poursuivre le chemin qui va à Bruxelles, ainsi que le partenariat avec les Etats-Unis. » Cette alliance avec Washington, traduite avant tout par une présence durable des soldats américains sur le sol roumain, a représenté une constante de la politique étrangère menée durant les deux mandats de Traian Băsescu. Au point de donner l'impression qu'elle était nettement plus importante à ses yeux que la réussite de l'intégration européenne, une fois l'entrée dans l'Union devenue effective, en 2007. Aujourd'hui, l'Amérique se remet à surfer sur la bonne vague et la Chine s'est transformée en grand argentier du globe. Forts de ce constat, Traian Băsescu et Victor Ponta sont – pour une fois – sur la même longueur d'onde : en regardant loin au-delà de l'Europe.

Nicolas Don



BRAȘOV

en ascension

Notre série sur les villes continue. Après Iași en mars dernier, une équipe de journalistes et photographes de *Regard* est partie à la rencontre de Brașov, cette si jolie cité carpatique. Mais qui est-elle vraiment ? Quelles sont ses origines ? Que s'y passe-t-il en ce moment ? Quels sont les enjeux qui aujourd'hui l'animent ? Avec ces questions en tête, nous avons tenté de rendre une image vraie de la ville et surtout de mettre en perspective ses réalités, au-delà des clichés, des lieux communs, et des photos de cartes postales. Un dossier spécial qui, comme avec chaque endroit où nous nous rendons, est tout sauf un guide touristique.

Mais pour aller plus loin que la simple description, il fallait d'abord s'intéresser à l'histoire de Brașov, et notamment aux grandes tendances économiques qui l'ont marquée. Après des années de dépression, elle remonte doucement la pente, grâce notamment à des entreprises innovantes qui alimentent un nouvel essor, parallèlement au tourisme bien connu des sports d'hiver. Autre domaine crucial pour la ville et sa région : la protection de l'environnement, que nous avons traité sous différents angles. Enfin, nous nous sommes entretenus avec Ioan Dobrescu, secrétaire général du Comité olympique et sportif roumain, qui souligne le potentiel de la ville pour accueillir de grands événements. Avant de finir en balade... L.C.

VUE D'EN HAUT

Elle symbolise le capital montagnard du pays, mais aussi son héritage saxon. Proche de Bucarest, Braşov est la destination phare des touristes, une fois bouclé le tour de la capitale. Mais la cité carpatique n'est pas que cela, elle a aussi une longue histoire marquée par l'essor industriel, et l'exode...

SEPTIEME VILLE DE ROUMANIE

Nichée dans les Carpates, à 170 kilomètres au nord de Bucarest, Braşov est la cité la plus peuplée du centre de la Roumanie et la deuxième de Transylvanie. Sous le communisme, elle était même la plus grande ville de province. Mais avec seulement 250.000 habitants, elle se trouve aujourd'hui devancée par Timişoara, Cluj, Iaşi, Constanţa et Craiova, selon le dernier recensement organisé dans le pays en 2011. Marquée par un déclin démographique important depuis la révolution de 1989, la ville a ainsi perdu 70.000 habitants en deux décennies, dont plus de 30.000 depuis 2002. En cause, la fermeture d'anciens fleurons de l'industrie locale. Le phénomène a poussé de nombreux ouvriers qui avaient été déracinés sous le communisme à rentrer dans leur région d'origine ou à tenter leur chance à l'étranger. La septième ville de Roumanie est également le chef-lieu du département de Braşov qui, avec seulement 549.000 habitants, ne fait pas partie des dix plus peuplés. Il enregistre toutefois l'un des meilleurs accroissements naturels (+ 348), avec ceux de Iaşi et Suceava.

IDENTITE SAXONNE

Braşov fut fondée au début du 13ème siècle par les chevaliers teutoniques, un ordre militaire chrétien germanique très puissant au Moyen-Age. Baptisée « Kronstadt » en allemand ou « Corona » en latin, la petite bourgade du pays de Bârsa devient très vite un important foyer de colonisation pour les Saxons. Ces derniers vont s'appliquer à en faire un carrefour commercial florissant entre la Transylvanie, la Moldavie et la Munténie, mais aussi un centre militaire stratégique à la frontière orientale de l'Empire austro-hongrois. La « Ville

Couronne » garde de nombreuses traces de ces sept siècles d'influence saxonne. Des maisons typiques, des fortifications résistantes ou encore deux monuments devenus emblématiques : « Casa Sfatului » qui abrite aujourd'hui la mairie, et « l'Eglise noire » construite en style gothique au 14ème siècle. Braşov compte aussi un centre culturel allemand dynamique et plusieurs établissements scolaires où les cours sont dispensés dans la langue de Goethe. Parmi eux, le lycée Johannes Honterus, du nom de l'humaniste qui apporta la réforme protestante dans la région. Seul un millier de Saxons vivent encore dans la ville aujourd'hui, soit dix fois moins qu'au début du siècle dernier, quand ils représentaient encore un quart de la population locale. Beaucoup sont partis en Allemagne, cédant la place aux Hongrois et aux Roumains désormais majoritaires. Mais l'empreinte qu'ils ont laissée fait encore la fierté de tous les habitants de Braşov.

UNE INDUSTRIE QUI RESISTE

Rebaptisée « Ville-Staline » entre 1950 et 1960, Braşov était le plus gros bassin industriel de la Roumanie communiste, juste après Bucarest. Quelque 100.000 ouvriers et ingénieurs

travaillaient dans ses immenses usines qui fabriquaient des véhicules, des produits agro-alimentaires ou encore des cosmétiques. Après la révolution, une grande partie de ces fleurons de l'industrie communiste ont disparu à la suite de privatisations échouées. C'est le cas d'Hidromecanica ou de Tractorul. D'autres ont résisté, à l'image du fabricant de poids lourds Steagul Roşu, aujourd'hui Roman S.A. Parallèlement, de nouvelles entreprises comme Eurocopter Romania ont investi dans la région, et la construction de machines, l'industrie chimique ou celle de la



transformation du bois sont devenues florissantes. Si bien que le secteur secondaire représente encore 40% du PIB de Braşov et sa région, devant les services (33%), le commerce (15%) et l'agriculture (7%), selon la Chambre départementale de commerce et d'industrie. Quatrième département le plus riche de Roumanie après Bucarest, Timiş et Constanţa, Braşov reste ainsi un bassin d'emploi très attractif. Et son développement économique devrait encore s'accélérer grâce à de grands projets d'infrastructures qui sont en cours.

AUSSI CULTURELLE

Moins dynamique que Sibiu, sa grande rivale, Braşov offre néanmoins une belle vie culturelle, plutôt traditionnelle. La ville ne compte qu'un seul cinéma mais elle abrite une dizaine de bibliothèques, plusieurs théâtres, un opéra ou encore un philharmonique. Chaque année, des concerts d'orgue mais aussi des festivals de jazz, de musique de



chambre ou de théâtre contemporain y sont organisés. Entre 1968 et 2009, le festival « Cerbul de Aur » s'était même imposé comme un événement musical incontournable en Roumanie, réunissant régulièrement des artistes de renommée internationale. Il n'a plus lieu aujourd'hui, faute d'argent. La cité carpatique possède aussi un patrimoine architectural exceptionnel qui témoigne des influences saxonnes mais aussi hongroise et roumaine qui l'ont façonnée à travers les siècles. Ainsi, si les deux grands monuments saxons de la ville, l'Eglise noire et Casa Sfatului, sont les plus visités, plusieurs musées rappellent l'importance des Roumains dans la vie culturelle locale. C'est le cas de Casa Mureşenilor, dédiée à la famille du poète Andrei Mureşanu, l'auteur de l'hymne national roumain. C'est le cas aussi d'un petit musée situé dans le quartier Schei qui, bâti au 14ème siècle, fut la première école du pays en langue roumaine. Dans cette ville universitaire qui accueille aujourd'hui plus de 22.000 étudiants, la jeunesse participe aussi

au dynamisme culturel. A l'image des « Junii », de jeunes Roumains qui célèbrent la nature et perpétuent de vieilles traditions païennes, le premier dimanche suivant les festivités pascales.

UN TOURISME FLORISSANT

Avec plus de 625.000 touristes au cours des neuf premiers mois de 2013, contre 581.000 sur l'ensemble de l'année 2008, Braşov et sa région sont la zone la plus visitée du centre de la Roumanie mais aussi l'une des destinations touristiques les plus importantes du pays, selon la Direction départementale des statistiques. Après une baisse de fréquentation pendant la crise,

le secteur est à nouveau en pleine croissance, même s'il ne génère encore que 5% du PIB de la cité carpatique. Parmi les touristes, 83% sont roumains et 17% viennent de l'étranger, notamment d'Allemagne, d'Israël et de Pologne. Bien sûr, la plupart d'entre eux se plaisent à déambuler entre les façades colorées et ciselées. Entre deux festins dans des restaurants traditionnels, beaucoup souhaitent profiter de la vie culturelle. Mais ce qui les attire aussi, c'est la nature. Braşov est ainsi le point de départ de nombreuses randonnées dans la région. Mais nul besoin d'aller trop loin. Plusieurs sentiers permettent aux promeneurs de découvrir le mont Tâmpa, une réserve naturelle de 188 hectares qui domine la ville et abrite aussi bien des plantes rares que des animaux sauvages comme les ours, les loups et les renards. Enfin, pour les amateurs de glisse, une station de sports d'hiver, qui dépend de Braşov sur le plan administratif, se trouve à une dizaine de kilomètres du centre.

L'AMBITION OLYMPIQUE

La ville de naissance de Ion Țiriac, l'ancienne gloire du tennis roumain, a également une longue tradition sportive derrière elle. Pas grâce au FC Braşov, son club de football maintes fois rebaptisé, qui n'a jamais remporté une coupe de Roumanie ou un championnat de première division. Mais plutôt grâce à cette station nichée à 1030 mètres d'altitude : Poiana Braşov. Elle a accueilli sa première compétition de ski en 1906, les Jeux mondiaux universitaires d'hiver en 1951 et le Festival olympique de la jeunesse européenne en février 2013. Portée par le succès de cette dernière compétition qui a réuni plus de 900 athlètes originaires de 45 pays, Braşov vient officiellement de faire acte de candidature pour organiser les Jeux olympiques de la jeunesse en 2020. Mais la ville, qui s'est dotée ces dernières années d'une piscine et d'une patinoire olympiques, n'attire pas que des sportifs accomplis. Des dizaines de milliers d'amateurs y affluent aussi l'hiver pour dévaler les douze pistes de Poiana Braşov, et l'été pour s'adonner à la randonnée ou à l'escalade.

Mehdi Chebana
Photo : Corina Moldovan-Florea

EN REMONTANT LA PENTE

Après avoir été l'un des principaux centres industriels du pays, Braşov a connu un long déclin à la chute du communisme. Ville de passage entre la Transylvanie et la capitale, elle a laissé sa petite sœur, Sibiu, lui faire de l'ombre. Mais reprend enfin son destin en main.



CES DERNIERES ANNEES, BRAŞOV s'est métamorphosée. Il suffit de se promener au hasard des rues pour s'en rendre compte. Par ici une piscine olympique ultra moderne, le grand cinéma du centre-ville remis à neuf, un peu plus loin la maison de retraite municipale rénovée... Bref, les choses bougent. Et le maire, George Scripcaru, quarantenaire dynamique qui en est à son troisième mandat, n'est pas à court de projets. « Les infrastructures sont la composante la plus importante pour le développement économique de la ville », assène-t-il. La construction d'un aéroport, dont la finalisation des travaux est

prévue pour le printemps 2015, devrait notamment permettre à Braşov de ne plus dépendre de Bucarest ou de Sibiu côté aérien. Le projet d'un centre intermodal pour le transport de marchandises transformera par ailleurs la ville en un pôle de transit incontournable à l'échelle de la Roumanie. Enfin, l'autoroute qui la liera à Bucarest et au reste de la Transylvanie rendra Braşov plus accessible. « Sur ce dernier point, nous n'avons aucune prise (le projet dépend du ministère des Transports, ndlr). Mais en attendant, nous avons construit une rocade afin de désengorger la ville », complète George Scripcaru. A noter

également la construction d'un grand parc d'attractions au pied des pistes de Poiana Braşov (voir le numéro 62 de Regard, page 48).

Dans les années 1970, des bus spéciaux parcouraient tout le pays, notamment la Moldavie, à la recherche de main-d'œuvre

Cette soif de redevenir un pôle dynamique tient certainement à l'histoire de Braşov. Centre industriel unique dans le pays, ce petit bourg médiéval saxon était sous Nicolae Ceauşescu la deuxième agglomération du pays avec environ 370.000 habitants. Plus de 100.000 ouvriers travaillaient dans les usines de la ville. Dans les années 1970, les communistes avaient poussé tellement loin l'industrialisation de Braşov que des bus spéciaux parcouraient tout le pays, notamment la Moldavie, à la recherche de main-d'œuvre. Des barres d'immeubles furent alors construites à la hâte pour accueillir ces jeunes venus de la campagne. Mais à la chute du régime, tout s'est soudainement effondré. La ville plongeait dans une crise économique, sociale

Saxonne, mais plus vraiment

Petite bourgade saxonne pendant des centaines d'années, Braşov a connu des mutations radicales tout au long du 20ème siècle. La transformation de la ville en un centre industriel stratégique par le roi Charles Ier qui a développé l'industrie de l'armement, puis par le régime communiste, a eu un effet radical sur sa composition sociale. En 1919, Brasov comptait 19.000 habitants, en 1976 ils étaient déjà plus de 370.000. Les Saxons sont devenus minoritaires alors qu'une forte partie des nouveaux arrivants étaient issus du monde rural. En 1990, sur cinq habitants de Braşov, un seul était né dans la ville. Cet afflux de population n'a toutefois pas atténué l'identité germanique de la cité. « Aujourd'hui, les études montrent que seulement 2% des habitants souhaitent quitter la ville alors que la moyenne des grandes villes roumaines se situe à 20%, note le sociologue Gheorghe Onuţ. Il est amusant que nous soyons tous très attachés à l'identité saxonne de la ville, car la majorité d'entre nous ne sait pas grand-chose de celle-ci. »

et démographique sans précédent. Braşov se vida. « A la fin des années 1990, sur dix transactions immobilières que je traitais, huit étaient des départs, se souvient Loredana Ciurea, agent immobilier. Depuis, la ville attire surtout les touristes. » Aujourd'hui, Braşov ne compte plus que 250.000 habitants.

POUR UN NOUVEL ESSOR

Afin de recouvrer le dynamisme d'antan, les élus locaux ont donc décidé de rassembler leurs forces en constituant notamment la fameuse Agence métropolitaine. Cette communauté de

communes regroupe désormais les 17 municipalités du Țara Bârsei, la région historique dont Braşov est la capitale, ainsi que le conseil général. La nouvelle organisation possède déjà à son actif le rattachement au tout-à-l'égout sur l'ensemble de la communauté, mais aussi la modernisation des routes et la création d'un réseau de transports publics qui sera opérationnel dès l'année prochaine. « L'Agence métropolitaine de Braşov est une structure qui nous permet d'intégrer les besoins de tous les acteurs de la région dans un plan stratégique de développement équilibré », résume avec fierté son directeur, Dragoş David. Cet

ancien député européen possède une vision très occidentale de l'évolution de son agglomération. D'ici 2020, celle-ci devra proposer un centre d'excellence universitaire desservi par un réseau de transports sans faille. Le directeur de l'Agence métropolitaine conclut qu'« on pourrait comparer Braşov à un corps humain, dont l'université serait son cerveau, les infrastructures de transports ses veines et l'administration locale son cœur ».

Jonas Mercier
Photo : Corina Moldovan-Florea



L'USINE TRACTORUL OU LE PASSE INDUSTRIEL REVOLU

« Vous vous rendez compte qu'en 1990, 20.000 ouvriers travaillaient ici? Maintenant tout est en ruine, et ils veulent en faire un centre commercial », désespère un chauffeur de taxi qui contemple l'ancienne usine de tracteurs de Braşov (Uzina Tractorul Braşov), symbole du passé industriel de la ville. Fermé définitivement en 2007, l'immense complexe de 120 hectares a été vendu à un promoteur immobilier. A droite de l'image, les ateliers de production en briques rouges, aujourd'hui à l'abandon. A gauche, une route remplace ce qui était alors une cour séparant les différents hangars.

Texte et photo : Julia Beurq

La ville dispose d'un atout de taille pour attirer une population jeune et dynamique : le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Cette industrie n'en est qu'à ses débuts dans la cité saxonne, mais le potentiel est bien là.



Ionuț Țața. Photo : staff Iceberg Consulting-5

LUNETTES RECTANGULAIRES, costume impeccable et barbe bien taillée, Ionuț Țața est le directeur de la société de consultance Iceberg (énergie renouvelable, communication, innovation...), et a créé il y a quelques mois le premier groupement NTIC de Brașov. L'idée : réunir de façon informelle les principaux acteurs économiques et institutionnels du domaine afin

Avec Bucarest à trois heures de route à peine, et Cluj, qui n'a plus à démontrer son dynamisme, Brașov s'est vu vidée de sa substance, notamment de ses jeunes ingénieurs. Mais les choses commencent enfin à changer. « La ville est en train de rattraper son retard dans le domaine des NTIC depuis environ deux ans, note Manuel Damian, directeur des

de mieux le développer. « Ici, nous avons déjà les géants Siemens ou IBM, mais notre but est surtout de mettre en valeur le petit entrepreneuriat local, c'est de cette façon que cette industrie se consolidera », soutient Ionuț plein d'enthousiasme. L'industrie des NTIC emploie 3500 personnes à Brașov, faisant de la ville le 3ème pôle du pays derrière Bucarest qui concentre 20% du secteur, et Cluj (5%). L'agglomération montagnarde n'a toutefois pas encore la réputation de ses aînées. « Il faut créer une culture propre de l'industrie créative à Brașov pour motiver les jeunes à venir s'installer ici, continue Ionuț Țața. Et je pense que le domaine des NTIC possède le plus gros potentiel d'attraction. »

VERSION BETA

opérations chez Pentalog, grand groupe français spécialisé en solutions informatiques. On attire désormais des spécialistes de Sibiu, Iași ou même Cluj. » La société française, créée à Orléans en 1993, possède aujourd'hui sa plus grosse agence à Brașov. Sur 800 personnes qu'elle emploie dans six pays, 160 travaillent ici, dans un bâtiment de haut standing du quartier de la gare. « Par le biais de la création du groupement NTIC, nous espérons collaborer avec l'université afin d'augmenter le degré de qualification des étudiants, nous en avons plus que

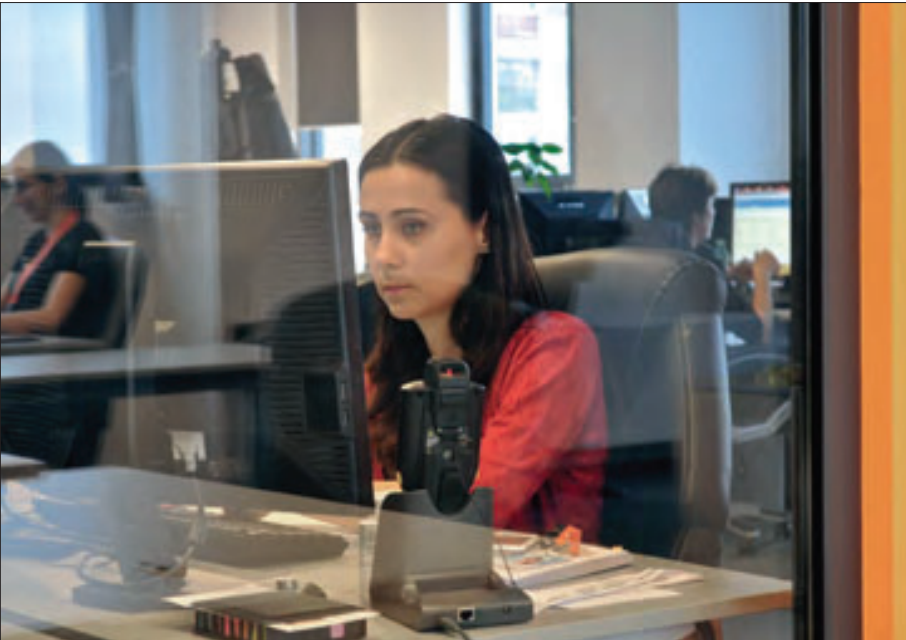
A la pointe

Les NTIC ne sont pas le seul secteur dans lequel Brașov a du potentiel. D'autres domaines de l'industrie de pointe se sentent eux aussi à leur aise dans la cité saxonne, notamment l'aéronautique (voir aussi le précédent numéro de Regard, page 53). Depuis 2002, Eurocopter Romania, un joint-venture entre Eurocopter (groupe EADS) et IAR S.A. Brașov, a modernisé plus de 120 modèles d'hélicoptères. Il y a aussi l'allemand Premium Aerotec ou l'espagnol Aernnova. L'industrie automobile n'est pas en reste, avec l'équipementier Schaeffler. Présent également depuis 2002 avec l'une de ses plus grosses usines, le fabricant allemand de pièces détachées a décidé d'investir en 2012 dans un centre de recherche et développement. Brașov attire enfin des plus petites structures. La société française spécialiste des mâts en carbone, Axxon Composites, y a ouvert sa seule usine.

jamais besoin », complète Manuel Damian.

UNE COMPOSANTE DE LA FUTURE SILICON VALLEY ROUMAINE

Même sentiment du côté de Mihai Băra, jeune attaché de presse de la société Flashnet. « Nous sommes peut-être encore des loups solitaires mais nous n'avons jamais senti le besoin de partir, nous avons tout ce qu'il nous faut ici », affirme-t-il. Cette société 100% roumaine est spécialisée dans les réseaux électriques. Elle vient d'ailleurs d'obtenir l'un des plus gros projets de gestion de l'éclairage public au monde dans les villes de La Mecque et Riyad en Arabie Saoudite. « Brașov sera vraiment attractive quand des entreprises implantées ici se feront connaître, ajoute Mihai Băra. Pour cela, la municipalité doit promouvoir le secteur des NTIC, et profiter de son dynamisme. »



Dans les bureaux de Pentalog. Photo : J.M.

Et Ionuț Țața de conclure : « Cluj affirme qu'elle est devenue une sorte de Silicon Valley roumaine, mais si l'on y regarde de plus près, cette vallée de l'innovation américaine est aussi vaste que la distance entre Cluj et Brașov. »

Jonas Mercier

Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 71 pays
fédérant plus de 13.500 professionnels

www.mazars.ro
www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information.
- Conseil : Evaluations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets.
- Transactions : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition.

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises ; Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Litiges avec les autorités fiscales ; Fiscalité indirecte ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables de Roumanie ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives.
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés ; Secrétariat juridique, Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlements UE ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage.

Contact:
Jean-Pierre Vigroux - Managing Partner
Bd. Dimitrie Pompeiu, nr. 6E, etaj 5, Bucarest, Roumanie
Tel. / Fax : +4 031 229 2600 / 01; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

Le futur déjà présent

Onze bâtiments à l'architecture d'avant-garde et totalement indépendants énergétiquement : voilà à quoi ressemble l'Institut de recherche, développement et innovation de Braşov. Tout juste terminé, ce futur temple de la connaissance a été conçu par l'université Transilvania, et largement financé par l'Union européenne. Unique en son genre, il réunira 68 lignes de recherches centrées sur le développement durable. « Notre principal objectif est de développer des produits jusqu'à leur forme prototype, détaille le directeur du projet, le professeur Ion Vişa. Nous voulons faire de la recherche fondamentale applicative, et non pas de la recherche fondamentale pure. » La présence d'un incubateur d'entreprises, dont la construction devrait débiter l'année prochaine, permettra notamment aux chercheurs de valoriser leurs découvertes soit par l'entrepreneuriat, soit par la collaboration avec des sociétés déjà existantes. « Pour passer de l'institut à cet incubateur, il faudra juste traverser une route, ce sera symboliquement fort et montrera que le monde de la recherche et celui des entreprises sont côte à côte », insiste Ionuţ Ţaţa, directeur d'Iceberg (voir l'article). Situé à quelques pas de la rocade de Braşov et sur la route qui mènera au futur aéroport, ce pôle se veut connecté aux chercheurs du monde entier. « Il a été pensé dans une stratégie générale et pour toute la région, ajoute Ion Vişa. Et ce n'est pas un hasard s'il a été construit au milieu d'un champ car dans quelques années, beaucoup de choses auront changé. »



L'Institut de recherche, développement et innovation de Braşov. Photo : Corina Moldovan-Florea

Libre comme L'OURS

A vingt minutes au sud de Braşov, dans une forêt appartenant à la ville de Zărneşti, se trouve Libearty, la plus grande réserve d'ours bruns d'Europe. Après avoir vécu la majeure partie de leur vie en captivité, 77 ours y ont recouvré la liberté.

IL AURA FALLU LA MORT D'UNE ourse, Maya, pour que cette réserve voit le jour. En 1998, Cristina Lapis, fondatrice de l'association de Braşov « Milioane de prieteni », s'intéresse à son sort. L'animal était enfermé dans une cage à côté du château de Bran dans le but d'attirer les touristes. Sans eau ni nourriture appropriée, Maya était dans un état déplorable. Cristina Lapis entreprend alors de la sauver. Mais l'ourse perd goût à la vie et commence à s'auto-mutiller, comportement très rare chez l'ours. La seule solution est alors de l'euthanasier. « Je lui avais promis qu'elle pourrait recouvrer sa liberté, raconte Cristina Lapis, mais il était trop tard, elle est morte dans mes bras. » Tenue par cette promesse, elle décide de créer un havre pour les ours, la réserve Libearty, terminée en 2005. Elle sera soutenue par la Société mondiale pour la protection des animaux (WASP) qui finance désormais la réserve à 90%.

Les histoires de ces 77 ours maintenant en semi-liberté dans cette forêt de 70 hectares se ressemblent énormément. La Roumanie, qui possède la plus grande population d'ours d'Europe – elle est estimée à environ 6000 spécimens –, est un pays propice pour la chasse. En théorie, il est interdit de tuer les ours femelles car ce sont elles qui prennent soin des oursons, mais dans la pratique, les erreurs sont courantes. Comme l'explique Liviu Cioineag, le gérant de Libearty : « Certains chasseurs tuent les femelles par accident et ne savent pas quoi faire des oursons, alors il les gardent ou les vendent à des propriétaires de restaurants ou d'hôtels dans le but d'attirer les touristes. On a même sauvé des ours qui étaient enfermés dans des monastères, des usines de fabrication de pain ou des stations services. C'est un phénomène très courant. » S'ajoute à cela un braconnage malheureusement très répandu.

La Roumanie a ratifié la convention de Bernes en 1993 qui fait de l'ours une espèce protégée et interdit depuis 2005 leur détention en captivité. « Comme il n'existait aucun endroit pour mettre les ours confisqués par les autorités, la loi ne pouvait pas être appliquée, ajoute M. Cioineag. Et un ours qui a été nourri par

animaux. Certains comme Lidia ont parfois des comportements compulsifs. Même si elle a désormais toute la place dont elle a besoin, Lidia continue de tourner en rond sur un espace égal à son ancienne cage, comme si elle existait toujours dans son esprit. Quant à Mura, qui « travaillait » au cirque de Bu-



Lidia, ancienne mascotte de Poiana Braşov.

l'homme depuis son plus jeune âge ne peut pas retourner vivre dans la nature, il est dépendant des humains, d'où la création de notre réserve. »

« On a sauvé des ours qui étaient enfermés dans des monastères, des usines de fabrication de pain ou des stations services. C'est un phénomène très courant »

Cristi et Lidia sont les premiers à avoir quitté leurs cages pour rejoindre Zărneşti. A l'époque, ce couple d'ursidés était de véritables mascottes emblématiques de la station de ski de Poiana Braşov. Mais tant d'années de captivité laissent des traces chez ces

carest, à son arrivée, elle dansait encore quand on lui donnait à manger. « Seuls la nature et le temps peuvent panser ces séquelles », soupire M. Cioineag. Peu à peu, quelques-uns reprennent leur rythme naturel et recommencent à hiberner.

Aujourd'hui, l'association de Cristina Lapis estime avoir atteint son but : presque tous les ours de Roumanie qui vivaient en captivité ont été relâchés dans la réserve. Et se tourne maintenant vers l'éducation. « Les enfants seront les prochains propriétaires de restaurants ou de zoos, explique Liviu Cioineag, et nous ne voulons pas que l'histoire se répète, que les ours soient de nouveau enfermés. Il faut que les mentalités changent, et cela passe d'abord par l'éducation. »

Texte et photo : Julia Beurq

Fin novembre, une rencontre inédite entre acteurs de l'environnement a eu lieu à Poiana Braşov au sujet de l'avenir des sites Natura 2000 *. L'occasion de faire le point sur les enjeux de la préservation du capital naturel de la région.

PASSER *AU VERT*

UNE GRANDE SALLE DANS UN hôtel de Poiana accueille les participants. Ils sont immédiatement mis en situation. Certains ont déjà travaillé ensemble, d'autres non, il faut bien que tout ce monde fasse connaissance. Chacun se présente et explique à sa façon comment réagir en arrivant pour la première fois sur un site Natura 2000 de montagne, ou en cas de rencontre fortuite avec un ours. Après une session interactive et fort instructive, Erika Stanciu, présidente de l'ONG ProPark, organisateur de l'événement, prend la parole et rappelle le but de la réunion :

créer des guides de gestion responsable des ressources naturelles en identifiant l'importance et les valeurs intrinsèques à celles-ci, ainsi que des plans de développement aux niveaux local, régional et national pour une meilleure connaissance et prise en compte de la biodiversité.

« *L'usine de Victoria, édifiée sur un site Natura 2000, est un cas typique. Malheureusement, il n'est pas unique* »

Le projet s'intitule « Managers efficaces pour un réseau Natura 2000 efficace ». Les sites Natura 2000 sont au nombre de 300 dans tout le pays. Des professionnels dont l'activité est en lien avec l'environnement ont donc fait le déplacement d'un peu partout. Des ornithologues, des chasseurs, le président de la Confédération des associations des paysans de Roumanie, et plus largement des professionnels de l'environnement, participent à ce rendez-vous organisé en partenariat avec le ministère de l'Environnement et l'Agence métropolitaine de Braşov. Erika Stanciu précise :

« Nous sommes là pour rédiger des guides concernant quatre ressources : l'eau, les forêts, la faune sauvage et l'agriculture, et identifier des groupes cibles à qui seront adressés ces guides. Le but est de modifier la perception des ressources naturelles. Nos guides doivent envisager une coopération entre le haut de la pyramide et les exécutants sur le terrain. »

CHANGER LA TENDANCE

C'est donc autour des zones protégées que ProPark, créé en 2008, s'active. Premier objectif : éduquer et contribuer à la prise de conscience de la nécessité de protéger la nature. Ces guides s'adressent donc en priorité aux personnels des administrations de ces zones, et plus largement aux personnes en contact avec celles-ci. Car il faut sensibiliser tout le monde, des membres de l'administration aux fermiers. « La clef est d'associer les ressources à des valeurs. Le bois, par exemple, correspond à plusieurs valeurs telles que l'oxygène, la culture et l'habitat, ajoute Erika

Stanciu. C'est vital, car jusqu'à présent, la tendance a été plutôt de consommer les ressources. »

Près d'un quart de la superficie de la Roumanie est recouverte par des zones protégées dont de nombreuses forêts, comme dans la région de Braşov. Mais une étude Greenpeace rendue publique l'an passé montre qu'en Roumanie, trois hectares de bois sont défrichés toutes les heures. Ces abus ont principalement lieu dans des forêts d'Etat. D'après le rapport, les forêts n'occupent plus que 29% de la superficie totale du pays, sachant que la moyenne européenne s'élève à 40%. Dans le seul département de Braşov, le rapport Greenpeace a enregistré, sur la période 2009-2011, 380 cas de coupes illégales. Et dans le département limitrophe d'Argeş, plus au sud, c'est pire : 6458 cas similaires ont été comptabilisés. Il ne s'agit là que des cas enregistrés, les chiffres réels étant sans doute supérieurs. Pour Mihai Zotta, de la fondation Carpathia, « dans le contexte local de Braşov, la menace la

plus sérieuse est liée au développement des forêts et non aux coupes illégales. En d'autres termes, aux constructions », précise-t-il.

A Braşov cependant, la tendance est aussi au défrichage de certaines montagnes autour de la ville. Pour construire des bâtiments, souvent des hôtels ou des villas. D'après Erika Stanciu, cela n'est plus tolérable. « On construit même en bas du mont Tâmpa qui est le seul site Natura 2000 de Braşov intra-muros. Que fait la mairie? Les locaux ne se mobilisent pas et les ONG, pas assez certainement. » Pour beaucoup, le développement du tourisme est notamment à pointer du doigt. Sur le mont Tâmpa toujours, rien que pendant l'été, 160.000 billets sont vendus pour prendre le téléphérique. Erika poursuit : « Il est triste que du Belvédère, sur la colline Warthe, en direction de Poiana, on ne puisse plus rien voir à cause des nouvelles constructions. Et l'on sait qu'il y a eu des constructions validées illégalement sur toutes les mon-



KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com



tagnes des alentours. » Dans une ville tant enclavée, le défrichage pose aussi le problème de la pollution. Même si Braşov a été désignée première « capitale verte » de Roumanie lors d'un gala organisé par le ministère de l'Environnement en 2010.

Mais si certains facteurs tels que le tourisme et, bien sûr, la corruption

dans le cas d'investissements douteux, participent à ces dérives, le cadre législatif même et son application sont également en cause. L'Agence nationale pour la protection de l'environnement (ANPM) a été créée en 2004 et dépend du ministère. « Sur 62 zones protégées que compte le département, il y a des parcs nationaux, des parcs naturels et des réserves naturelles, entre autres. Certaines sont

d'intérêt national, d'autres communautaire voire internationale. Natura 2000 se rajoute à cela. Le fait que tout se superpose n'est pas facile à gérer, il y a des réglementations différentes et les gens ne savent pas quoi faire », déplore Viorel Marean, de l'ANPM Braşov.

La zone métropolitaine de Braşov compte 29 zones protégées et, dans



Braşov même, on en dénombre trois : Tâmpa, Postăvarul et Stejerişul. L'ANPM contrôle les activités d'administration de ces trois sites. Mais Viorel évoque des dérives... « C'est vrai qu'il y a eu des soucis. Le principal problème tient au fait que les limites des zones protégées ne sont pas légiférées conformément à la réalité. Stejerişul à Braşov, par exemple, apparaît dans la loi avec une surface de 16,3 hectares alors qu'en réalité, il y a 390 hectares délimités comme tels. Il y a donc

une minimisation des surfaces réelles, et en plus, les limites ne sont pas bien tracées. Non seulement on se retrouve avec une surface inférieure à la réalité, mais en plus on ne sait pas où elle se trouve... » En pratique, cela se traduit par la possibilité de construire. « L'usine de Victoria, édifiée sur un site Natura 2000, est un cas typique. Malheureusement, il n'est pas unique, conclut Viorel. Le ministère a dit qu'il voulait légiférer. Pour le moment, on travaille avec la loi numéro 5 de l'an 2000,

mais sur des cartes qui datent de 1976, c'est difficile d'y voir clair... »

Benjamin Ribout

Photos : Corina Moldovan-Florea

* Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels qui, de par la richesse de leur faune et de leur flore, ont une valeur patrimoniale. Ce réseau a été constitué dans le but de maintenir la biodiversité en Europe et favoriser le développement durable des sites en question.

Braşov ambitionne d'organiser un jour les Jeux olympiques. Un pari un peu fou dans un pays qui manque d'infrastructures et de champions de sports d'hiver. Pourtant, la route n'est plus si longue. Entretien avec Ioan Dobrescu, secrétaire général du Comité olympique et sportif roumain.

EN REVE OLYMPIQUE

Regard : La cité carpatique peut-elle réussir son pari ?

Ioan Dobrescu : En tout cas, elle en prend le chemin. En collaboration avec trois communes voisines (Râşnov, Predeal et Fundata, ndlr), elle a notamment organisé en février 2013 le Festival olympique de la jeunesse européenne. C'est une compétition de sports d'hiver qui a réuni plus de 900 jeunes de 14 à 18 ans, venus de toute l'Europe. Braşov a su montrer à cette occasion qu'elle pouvait accueillir de grands événements. De l'avis des Comités olympiques européens, c'était l'édition la plus réussie jusqu'ici. Pas mal d'argent a été investi dans les infrastructures (plusieurs dizaines de millions d'euros en deux ans, ndlr), les bénévoles ont été formidables et le public a suivi. Imaginez, 4000 spectateurs ont assisté au concours de saut à ski ! Forte de ce succès, Braşov a déposé fin novembre sa candidature pour organiser les JO de la jeunesse en 2020. C'est un nouveau défi car cette fois, il s'agira d'accueillir deux fois plus de jeunes sportifs qui, eux, viendront du monde entier. Lausanne est notre concurrente directe mais nous pouvons croire en nos chances. La voie vers l'organisation de JO pour adultes serait alors toute tracée. Mais il faut encore faire preuve de patience et de pragmatisme avant d'y parvenir.



Comment expliquez-vous que les sports d'hiver soient encore si peu développés dans un pays de montagnes comme la Roumanie ?

On le doit en grande partie au régime communiste qui les considérait comme des sports de riches et n'a pas massivement investi dans les infrastructures. Cela a encore des incidences aujourd'hui sur la popularité de ces disciplines mais aussi sur nos performances. Certains de nos représentants aux Jeux olympiques sont ainsi obligés de vivre à l'étranger, faute d'équipements. C'est le cas de nos spécialistes de bobsleigh, de luge et de skeleton. Mais les patineurs et les skieurs s'entraînent

aujourd'hui dans de bonnes conditions, ici, au sein de leur club. Car nous avons fait d'énormes progrès ces dernières années. Les collectivités locales ont notamment compris l'intérêt économique qu'elles avaient à agrandir leur domaine skiable et à investir dans des équipements flambant neufs. Non seulement cela fait venir plus de skieurs amateurs, mais ça permet aussi d'organiser des compétitions internationales. Râşnov s'est récemment dotée d'un polygone pour le biathlon et d'un tremplin pour le saut à ski où se déroulera une étape de la coupe du monde en mars prochain. Ce sera une première ! Et puis Braşov a désormais sa patinoire olympique et le domaine skiable de Poiana a

été agrandi. Poiana qui est à mon sens l'un de nos meilleurs atouts pour 2020 car elle dispose d'une énorme capacité d'hébergement que, paradoxalement, nous devons aux communistes.

« Plus nous développons les infrastructures, plus nous organiserons de grands événements, et plus le grand public prendra goût aux sports d'hiver. C'est comme ça que nous dénicherons les futurs talents »

Dans son histoire, votre pays n'a

remporté qu'une seule médaille olympique en sports d'hiver. Quels sont vos objectifs pour les Jeux qui seront organisés à Sotchi du 7 au 23 février prochain ?

Une vingtaine de sportifs ont réalisé les barèmes pour aller en Russie. C'est à peu près notre moyenne pour des JO d'hiver. Nous aurons des représentants en biathlon, en ski alpin, en ski de fond, en patinage artistique et de vitesse mais aussi en luge, en bobsleigh et en skeleton. Il ne faut pas se leurrer, nous n'attendons pas de médaille. Ce serait déjà extraordinaire que l'un d'eux termine dans le top 10. Mais l'important est de participer, non ? Ce qui nous rassure, c'est que les efforts

que nous déployons depuis quelques années porteront bientôt leurs fruits. Pas à Sotchi mais peut-être lors des Jeux suivants. Car plus nous développerons les infrastructures, plus nous organiserons de grands événements, et plus le grand public prendra goût aux sports d'hiver. C'est comme ça que nous dénicherons les futurs talents. Et puis, nous avons déjà une jeune génération prometteuse. Lors du Festival olympique de Braşov, la Roumanie a remporté trois médailles. Avec une bonne préparation et un entourage solide, ces graines de champions devraient briller à l'âge adulte.

Propos recueillis par Mehdi Chebana.
Photo : Mihai Barbu

La Roumaine Renata Racţ après la finale du sprint 6 km de biathlon au Festival olympique de la jeunesse européenne, le 21 février dernier à Braşov. (Photo : Mediafax)



Il y a 45 ans, le bronze en bobsleigh

Depuis sa première participation aux Jeux olympiques en 1900, la Roumanie a remporté 302 médailles, dont 88 en or. Un beau palmarès qu'elle doit notamment à la gymnastique, à l'aviron et à l'athlétisme, les trois disciplines dans lesquelles elle excelle le plus souvent. Mais s'ils parviennent à briller l'été, les Roumains n'ont décroché qu'une seule médaille olympique en sports d'hiver. C'était à Grenoble, en 1968. A la surprise générale, Ion Panţuru et Nicolae Neagoe avaient alors raflé le bronze en bobsleigh. Lors de ces mêmes Jeux, les deux hommes avaient failli doubler la mise en bob à quatre, terminant au pied du podium pour dix centièmes...

NOUVELLE RENAULT CLIO RESTART YOUR HEART



MOTEUR TCe 120 EDC*

5 ETOILES Euro NCAP

R-LINK, TABLETTE MULTIMEDIA
INTEGREE ET CONNECTEE



Renault présente elf

f www.facebook.com/RenaultRomania

DRIVE THE CHANGE



*boîte de vitesses automatique à double embrayage

Les équipements présentés ci-dessus ne sont disponibles que sur certains niveaux de finition. Les offres et les informations complètes se trouvent sur le site web www.renault.ro ou dans le réseau commercial de la marque Renault. La voiture dans l'image est utilisée seulement pour l'illustration.

Braşov est souvent associée aux sports et à la montagne, mais c'est aussi une cité de tradition musicale. Découverte avec un organiste du cru.

VILLE EN VOLUMES

A L'EGLISE NOIRE, EN PLEIN CŒUR de la vieille ville, les messes sont des concerts depuis des centaines d'années, et le symbole de l'église n'est autre que l'orgue présenté par Steffen Schlandt. Pour y accéder, il faut emprunter une porte dérobée en bois située juste derrière l'édifice, et se faufiler au premier étage par un escalier étroit. Le grand-père de Steffen fut l'organiste des lieux, tout comme son père, entre 1965 et 2004. Avant que Steffen reprenne le flambeau. « *La musique a toujours embelli les visites officielles à Braşov, même sous le communisme. Construit en 1839 à Berlin, l'orgue est à l'époque l'un des cinq plus imposants d'Europe, raconte-t-il. Il a été rénové il y a une dizaine d'années, et est composé de 4000 tuyaux verticaux dont certains font dix mètres de haut.* » Et poursuit : « *Le but de cet instrument était de pouvoir imiter le son de 63 orgues différents. Il a coûté 10.000 florins, soit l'équivalent actuel de 2 millions d'euros. Trente-cinq concerts ont eu lieu cette année durant l'été, soit trois par semaine, auxquels ont pris part 7000 spectateurs. La saison estivale de concerts à l'Eglise noire était cette année ses 60 ans. Sans oublier la messe en allemand rythmée au son de cet orgue mythique.* »

Steffen s'assied devant la console de son instrument. A la manière d'un machiniste, il tire et pousse les tirants de jeux entre deux envolées lyriques au clavier. Outre l'orgue principal, l'Eglise noire héberge dans ses murs d'autres orgues de grande valeur. A l'autre bout de la nef, Steffen grimpe un autre petit escalier et, haut perché, joue de nouveau. « *Cet orgue, plus petit, est le plus vieil instrument de Roumanie, il est daté de 1699. A l'origine, il était dans l'église de Rupea, plus au nord. Il a été réparé il y a peu car son état était lamentable* »,

explique Steffen après un interlude musical. La balade se poursuit comme elle a commencé : au son des orgues. Un autre a été amené ici il y a une centaine d'années de Bistriţa car il n'avait plus d'utilité là-bas, l'ensemble de la com-



munauté ayant abandonné le village. D'après l'hôte, il y aurait 1500 orgues en Transylvanie dont seulement 5% se trouveraient dans un très bon état.

LA NOIRE

Située dans « Corona », le centre historique, l'Eglise noire de Braşov a été construite en 1380. Alors que la ville est en lutte avec une autre commune pour être la capitale du « Țara Bârsei » qui regroupait plusieurs villages de la région, les Saxons décident d'ériger à cet endroit une église plus grande que les autres pour clore les débats. L'Eglise noire constitue dès lors le plus important monument de style gothique de Roumanie, et le centre spirituel de la communauté.

Au départ nommée église Sainte Marie, elle devient « la noire » après le terrible incendie de 1689 qui dévasta la ville. Au plus près de l'église, on parle à l'époque finance, commerce ainsi qu'éducation avec l'école Honterus, du nom du

célèbre humaniste. Johannes Honterus est celui qui a amené la réforme protestante dans la région au 16ème siècle. Le lycée Honterus, en face de l'Eglise noire, dispense toujours un cursus en allemand à plus de 1000 élèves.

« *Le but de l'orgue de l'Eglise noire était de pouvoir imiter le son de 63 orgues différents. Il a coûté 10.000 florins, soit l'équivalent actuel de 2 millions d'euros* »

Au départ catholique, l'Eglise noire devient ainsi luthérienne. Les Saxons

sont arrivés dans la région au 12ème siècle à la demande du roi de Hongrie qui les y envoya dans le but de garder les frontières. Au début du 20ème siècle, ils sont 10.000 à Braşov, contre environ 1000 aujourd'hui. Comme de nombreux Saxons de Roumanie, Steffen est parti étudier en Allemagne. « *J'y ai étudié l'orgue d'église pendant plusieurs années. Puis je suis rentré. J'ai toujours su que j'allais revenir* », explique-t-il fièrement. « *Cette notion de communauté saxonne de Transylvanie se poursuit en Allemagne où beaucoup sont partis. Ils ont un journal sur la Transylvanie et même une publication sur Braşov. Les Saxons d'Allemagne envoient également de l'argent pour des réparations, comme ce fut le cas pour le clocher de l'église* », précise Steffen.

En quittant l'Eglise noire, on se retrouve sur Piaţa Sfatului où avait lieu le fameux festival « Cerbul de aur », aujourd'hui disparu, et qui entre 1968 et 2009 a constitué un événement musical incon-



tournable dans le pays. Ray Charles, James Brown ou encore Joséphine Baker sont venus chanter ici. La place est le cœur du centre. C'est ici, à partir du Moyen-Age, que les commerçants exposaient leurs marchandises. On y trouve aujourd'hui des restaurants, des librairies et des musées dont le Musée de la civilisation urbaine situé dans l'ancienne demeure rénovée d'un riche commerçant de Braşov, représentative des espaces commerciaux des villes de Transylvanie entre les 16ème et 19ème siècles.

Steffen traverse la grande place balayée par un vent frais avant d'arriver à Casa Mureşenilor. « *C'est le musée le plus dynamique de la ville, lance t-il en se*

promenant le long de l'immense fresque murale de la cour intérieure. Cette fresque longue de 50 mètres met en scène vingt personnages représentatifs de l'histoire du port traditionnel local au travers des siècles. » La famille Mureşanu a créé le premier journal en roumain écrit en cyrillique – La Gazette de Transylvanie – qu'elle a conduit pendant plus d'un demi-siècle, militant pour l'indépendance et l'unité nationale des Roumains. Le poète Andrei Mureşanu a d'ailleurs été l'une des grandes figures de la révolution de 1848 et l'auteur de l'hymne national, le *Deşteaptă-te, române !* Casa Mureşenilor, rebaptisée depuis la Maison de l'hymne national, propose une importante collection de mobiliers, de peintures et plus de 25.000 documents historiques.

De Casa Mureşenilor, traçant une diagonale dans le vieux centre, on parvient au pied du fameux mont Tâmpa. Haute de 960 mètres, cette montagne domine la vieille ville. 650.000 touristes visitent Braşov chaque année et nombreux sont ceux à se hisser au sommet de Tâmpa – le front en roumain. Plusieurs sentiers partent d'en bas tout comme un téléphérique qui, en 2 minutes 20, permet d'accéder à la superbe vue surplombant la ville. Site Natura

2000, la montagne est recouverte de forêts et 38 espèces protégées peuplent les lieux. Cela n'empêche pas de trouver un restaurant à l'arrivée du téléphérique. Au sommet également, se trouve la non moins fameuse inscription d'inspiration hollywoodienne : « Braşov », en gros caractères.

EN SE FAUFILANT...

Au début du 20ème siècle, la ville se partageait en trois communautés égales en nombre, à savoir les Allemands, les Roumains et les Hongrois. Ces derniers, relativement isolés du reste du pays sicule plus au nord, sont venus des sept villages sicules proches de Braşov et ont formé le quartier « blumăna » – la

vallée des fleurs – à l'est de la ville. Les Roumains, eux, ne pouvaient accéder au centre-ville sans passer par des portes où les personnes et les marchandises étaient contrôlées. La porte Ecaterina était l'un de ces endroits. Construite en 1559, c'était la plus grande porte d'accès.

Mais jugé trop petit au fil des siècles, le lieu de passage privilégié est devenu à partir de 1927 la porte Schei, située juste à côté. « *La construction de la porte Schei correspond à une vague de liberté pour les Roumains. Il y avait de plus en plus de passage* », précise Steffen. Tout près de la porte Schei, c'est sur Piaţa Prundului, l'équivalent roumain de Piaţa Sfântului Nicolae qui domine le quartier. Elle date de 1292 et constitue l'un des principaux foyers de roumanité du pays. La cour de l'église abrite en effet le Musée de la première école roumaine. Les premiers cours en roumain ont eu lieu ici en 1583. Steffen présente le directeur du musée, Vasile Oltean, véritable fêru d'histoire et de littérature... « *Le musée possède une collection de 6000 livres et 30.000 documents, davantage que l'Académie roumaine* », assure ce dernier.

« *La construction de la porte Schei correspond à une vague de liberté pour les Roumains. Il y avait de plus en plus de passage* »

A l'étage se trouve la salle du « diacre Coresi ». On y découvre une icône ornée d'or collée sur la peau fine du ventre d'un chevreau ainsi qu'un large sceau fait dans la rotule d'un bœuf. Le « diacre Coresi » est l'auteur des premiers ouvrages en roumain qu'il a imprimés et reliés ici-même. Ces livres dupliqués en des centaines d'exemplaires ont contribué au façonnage de l'unité linguistique roumaine.

C'est dans ce contexte d'affirmation nationale que la tradition des « Junii » a pris de l'ampleur. Les « Junii » de Braşov – les jeunes – représentent pour les Roumains, outre une tradition païenne locale autour de mythes de célébration de la nature, le fait de pouvoir circuler



en ville librement. Ils défilent chaque année, le premier dimanche après Pâques. Leur balade se termine dans la forêt, tout au bout du quartier Schei à l'endroit des « pierres de Solomon ». Le roi hongrois Solomon aurait perdu sa couronne – l'emblème de la ville – à cet endroit lors d'un saut à cheval

entre deux rochers. Bien que celui-ci soit hongrois, la première intrusion des jeunes Roumains dans le centre-ville s'inscrit dans ce contexte d'éveil de la conscience nationale roumaine. « Les Braşoveni ont l'habitude de venir ici à pied en famille le week-end et de traverser le quartier Schei, explique Steffen. Il n'y a

pas de Saxons ici mais on peut y sentir une certaine influence notamment dans les portails aux styles parfois mélangés. Chez les Roumains, ils sont d'habitude tout en bois alors que chez les Saxons, ils sont incrustés dans le mur avec souvent, en haut, un soleil. »

Schei est un enchevêtrement de ruelles à sens unique jalonnées de petites habitations, le tout à flanc de montagne. Steffen connaît le quartier par cœur. « Cela vient d'être asphalté, c'est un peu dommage, le charme du quartier y perd. Beaucoup de nouvelles constructions sont apparues. Les maisons traditionnelles deviennent petit à petit l'exception, c'est moins harmonieux », conclut Steffen, un peu tristement. Il n'empêche, contrairement à une périphérie marquée par l'industrialisation massive, les vieux quartiers saxon et roumain continuent de conférer à Braşov l'image d'une bourgade préservée, et d'un autre temps.

Benjamin Ribout

Photos : Julia Beurq et Corina Moldovan-Florea



EN MANQUE D'ART ?

Si la culture est bien présente dans la cité carpatique, avec de nombreux festivals de musique classique notamment, l'art contemporain s'y est peu développé. Jusqu'à ce que de jeunes artistes décident de donner un nouveau souffle à la ville.



La galerie M8.

AVANT-GARDISTE ET PRECURSEUR, la galerie M8 a ouvert en avril dernier au 8 rue Mureşenilor, dans le centre ville de Braşov. Elle accueille les artistes contemporains, propose un festival de films, un espace d'exposition : c'est un vrai souffle d'air frais dans le monde culturel plutôt traditionnel de la ville. « A Braşov, il n'existait aucun endroit pour que les jeunes artistes se rencontrent, cet espace leur est donc principalement destiné », explique Vlad Anghel, l'initiateur du lieu.

Mais pour l'ouvrir, ce fut le parcours du combattant. Vlad s'est confronté à plusieurs problèmes : constituer une équipe et surtout trouver des financements. Il a donc fait appel au savoir-faire de Mara Oprea, qui organise des événements culturels par le biais de son association Kunststadt, et aux compétences d'Alina Floroi pour la communication. Piliers de M8, ils ont été ensuite rejoints par d'autres artistes et photographes de Braşov. Côté financement, la galerie est entièrement soutenue par des fonds privés, qui fluctuent selon les périodes. Mais l'équipe ne veut

pas pour le moment se tourner vers les fonds publics, et ce, pour plusieurs raisons. Vlad évoque « une question d'indépendance artistique vis-à-vis de la mairie » ; Mara regrette « les obstacles bureaucratiques quant au dépôt des dossiers de financement ».

Si Braşov possède l'un des cinq opéras du pays, ainsi que le centre culturel Reduta qui est assez actif, elle ne propose qu'un seul cinéma situé dans un centre commercial

Le problème du financement, récurrent dans l'art ici comme ailleurs, touche notamment les jeunes artistes. Ana-Maria Guguian, danseuse contemporaine de 27 ans ayant étudié à Bucarest, a décidé de retourner dans sa ville natale pour y exercer son art. Cet été, sur la place centrale de Braşov, face à de nombreux touristes, elle a réalisé une performance artistique en hommage au

peintre William Klein. « Notre spectacle fut un grand succès, les touristes ont beaucoup apprécié, donc cela a profité à la ville. Mais nous n'avons reçu aucun soutien de la mairie. J'ai l'impression que les autorités locales ne sont pas intéressées par le domaine culturel s'il sort des sentiers battus », affirme-t-elle.

Une étude publiée en 2010 confirme en partie les propos de la danseuse *. Alors que la mairie de Braşov dispose de l'un des plus gros budgets locaux, elle n'en accorde que 5,78% à la culture, ce qui la place loin derrière la moyenne des 46 villes étudiées. Illustration : si Braşov possède l'un des cinq opéras du pays, ainsi que le centre culturel Reduta qui est assez actif, elle ne propose qu'un seul cinéma situé dans un centre commercial.

Et continue de souffrir du même problème : la concurrence des autres villes qui l'entourent. « Elles nous prennent notre public et les financements », déplore Mara. Le nom de Sibiu avec ses nombreux festivals est évidemment plus familier pour le public connaisseur que celui de Braşov. Le fait de ne pas avoir de faculté d'art est aussi un gros handicap. Les universités de Bucarest, Cluj, et même Timișoara attirent tous les étudiants dans ce domaine, et la plupart du temps, ils y restent.

Mais l'équipe de la galerie M8 reste confiante. Alina espère à terme « attirer un public intéressé par d'autres choses que la culture institutionnelle. Ici tout reste à faire, et c'est un défi que nous comptons bien relever ».

Texte et photo : Julia Beurq

* Etude réalisée par le Centre de recherche et de consultation dans le domaine de la culture (CCCCC).



Selon Răzvan Orășanu, l'agriculture reste le domaine de prédilection des émigrants roumains.

L'ouverture du marché du travail au sein de l'Union européenne pour les Bulgares et les Roumains à partir du 1er janvier 2014 est vue de façon inquiétante dans certains pays où des restrictions sont encore en vigueur, notamment en Grande-Bretagne. Membre de la Société académique de Roumanie, l'économiste Răzvan Orășanu en analyse les effets réels.

« LES IMMIGRES GENERENT DE LA CROISSANCE »

Regard : Comment jugez-vous la peur d'États européens vis-à-vis de l'ouverture du marché du travail pour les Bulgares et les Roumains ?

Răzvan Orășanu : Si l'on prend le cas de la Grande-Bretagne, le bureau des statistiques britannique annonçait l'été dernier une croissance de 26% du nombre d'immigrants provenant de

Bulgarie et de Roumanie par rapport au début de l'année 2013. Mais ces chiffres ne sont pas correctement interprétés, car ils additionnent notamment l'ensemble des entrées et des sorties des mêmes personnes. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, les destinations préférées par les Roumains sont l'Italie, l'Espagne, la Hongrie, l'Allemagne, le Portugal, l'Autriche, la France, et enfin la Grande-

Bretagne. De plus, la Roumanie a un taux de chômage de 7%, tandis que la moyenne européenne est à 11%. Même s'il y a des différences évidentes de niveau de vie, une migration économique importante est peu concevable. Je pense que cette psychose provient surtout de la migration massive et inattendue des Polonais qui eut lieu il y a dix ans.

Quel est le portrait-robot du travailleur roumain tenté de partir après 1er janvier ?

Conformément à un sondage publié sur le site de recrutement Tjobs, le Roumain qui souhaite travailler à l'étranger a entre 30 et 45 ans (77%), il est marié, a des enfants, habite dans le milieu urbain, et 53% sont des femmes. Par conséquent, ce portrait-robot n'indique pas qu'il s'agit de personnes vulnérables souhaitant émigrer pour bénéficier avant tout de services sociaux, ou pour

Roumains qui pourraient tenter leur chance à l'Ouest de l'Europe varient de plusieurs milliers. Une estimation un peu plus réaliste ?

D'après un récent rapport du Migration Matters Trust, basé à Londres, le nombre de Roumains et de Bulgares qui arrivera en Grande-Bretagne l'année prochaine pourrait se rapprocher de 20.000 et non pas de 300.000, comme le suggèrent certaines organisations telles que MigrationWatch. Les nouvelles estimations se basent

ment, mais aussi des ingénieurs, des enseignants...

Comment voyez-vous l'évolution du marché de travail au sein de l'Union européenne ?

La principale pression sur le marché du travail européen est exercée par les innovations techniques rapides et la globalisation. Cette évolution détermine des cycles économiques plus courts, même extrêmement courts dans certains domaines. Des industries telles

que la métallurgie ont un futur plutôt sombre, et pas seulement en Roumanie où quatre usines ont fermé en seulement un an, mais dans toute l'Europe. Et dans un futur relativement proche, la Bulgarie et la Roumanie seront à leur tour des cibles pour les immigrants venus d'Afrique ou d'ailleurs, car malgré tout, nous nous rapprochons du niveau de vie moyen européen. Il y a déjà des zones, Bucarest ou les départements de Timiș et Arad par exemple, où l'on pourra constater cette nouvelle immigration très prochainement, d'autant qu'en Roumanie, nous bénéficions d'un taux de chômage faible et d'une bonne croissance, pour l'instant.

La Roumanie pourrait-elle également attirer davantage de travailleurs d'autres États européens ?

C'est moins évident, car notre salaire minimum reste l'un des moins élevés d'Europe. Peut-être des fermiers, intéressés par la qualité de nos terres. Ou bien encore des retraités qui, voyant leur niveau de vie diminuer à l'Ouest, pourraient décider de s'installer par ici, mais ce n'est qu'une supposition.

Propos recueillis par Carmen Constantin.
Photos : Mihai Barbu et Mediafax



s'adonner à la criminalité. Ceux qui veulent partir sont poussés par la pauvreté et le manque d'opportunités d'emploi dans certains départements de Roumanie, tels Vaslui ou Bacău.

Quels types d'emplois s'ouvrent pour ces migrants ?

Le domaine phare pour les Roumains reste l'agriculture. Et puis il y a le secteur que je définirai le plus douloureux pour nous, le médical. La perte de nombreux professionnels de la santé sera toujours plus difficile pour la Roumanie, cela devra être compensé par la venue d'étudiants de la République de Moldavie, et même d'autres zones.

Les estimations de la presse britannique concernant le nombre de

d'avantage sur des facteurs macro-économiques, tel l'impact de la récession en Grande-Bretagne ou les places désormais limitées dans des domaines qui ne nécessitent pas trop de qualifications. De toute façon, il faut rappeler que les travailleurs bulgares ou roumains jouent généralement un rôle très positif au sein des économies des États européens. Selon la Commission européenne, les immigrants des deux pays génèrent une croissance du Produit intérieur brut européen estimée à long terme à 0,3%. Environ 60% des migrants roumains ont moins de 35 ans, ce qui représente un avantage pour les pays d'accueil, et une perte énorme pour la Roumanie. Les plus compétents continuent de partir, et ce ne sont pas seulement des médecins comme je le mentionnais précédem-

AUTOROUTES : CHANGEMENT DE DIRECTION



L'autoroute qui devait relier Pitești à Sibiu, considérée prioritaire notamment pour le trafic des poids lourds en Europe, a été abandonnée par le gouvernement. Une autre variante « moins coûteuse » passant par la vallée de Prahova et Braşov a été retenue pour traverser les Carpates. L'annonce a été faite début décembre lors de la présentation par le Premier ministre Victor Ponta d'une stratégie quinquennale de développement des autoroutes. Le document prévoit en particulier la construction d'une dizaine de petites autoroutes pour relier les grandes villes du pays entre elles, comme celles de Iaşi-Bacău-Braşov, Ploieşti-Brăila-Galaţi, ou encore Calafat-Piteşti. « L'une des principales différences avec les anciennes stratégies est que celle-là est réaliste et basée sur des fonds que nous possédons, et des choses que nous pouvons faire, non pas sur de belles promesses », a déclaré Victor Ponta à ses ministres. Il a par ailleurs annoncé qu'entre 750 millions et un milliard d'euros – provenant en grande partie des crédetes internationaux – seraient alloués chaque année pour les futurs travaux. Jonas Mercier. Photo : Mediafax

CONNEXION MAISON

Plus de la moitié des ménages de Roumanie (55,8%) disposaient en 2013 d'un ordinateur chez eux, relève une étude sur l'accès de la population aux technologies de l'information réalisée par l'Institut national des statistiques. Des disparités existent toutefois : 69,8% des ménages urbains sont équipés d'un ordinateur, contre seulement 37,5% en milieu rural. Pour ce qui est de l'accès à Internet, 52,9% disposent de ce service, 73,2% étant concentrés en milieu urbain. Le taux d'équipement à Internet le plus faible est enregistré dans le nord-est et le sud du pays. En moyenne, 72% des ménages de l'UE avaient un accès haut débit en 2012. La Roumanie se situe en dessous de la moyenne européenne aussi en matière d'achats en ligne. Selon Eurostat, en 2012, 11% des internautes roumains ont utilisé Internet pour leurs achats, contre une moyenne européenne à 60%. A.P.

Pas encore à fond

La Roumanie se classe 12ème parmi les pays bénéficiaires de fonds européens en 2012, avec presque 4 milliards d'euros absorbés, selon le dernier rapport financier de la Commission européenne. Le premier pays bénéficiaire a été la Pologne, qui a réussi à recueillir 15,7 milliards d'euros. Toujours en 2012, Bucarest s'est vu aussi imposer des corrections financières – pénalités pour non respect des procédures – de 139 millions d'euros, soit trois fois plus qu'en 2011. Dans cet autre classement, la Roumanie est cinquième au sein de l'Union européenne, la première place étant occupée par l'Espagne qui a dû subir plus de 2 milliards d'euros de corrections. R.R.

ZTE choisit la Roumanie

Le géant chinois des télécommunications ZTE compte investir 100 millions d'euros dans le développement de deux centres de services et d'une ligne de production de décodeurs TNT d'ici 2015. Selon le représentant roumain de la société, Lorian Vintilă, un centre s'ouvrira dans l'ouest du pays et le deuxième dans le sud. « L'une des conditions de participation aux appels d'offres européens est de produire nos équipements dans un pays membre de l'UE, a expliqué M. Vintilă. Nous voyons une augmentation de la demande pour ces produits et nous voulons être prêts. » J.M.

SECURITE : UN MARCHÉ BIEN EN PLACE

Les compagnies et les institutions de Roumanie dépendent chaque année plus d'un milliard d'euros pour leur sécurité, selon le président de la Fédération des services de sécurité Gabriel Badea, cité début décembre dans les colonnes du quotidien Adevărul. Quelque 1800 sociétés agréées se partagent ce marché qui se porte particulièrement bien. Les professionnels du domaine s'attendent de plus à une croissance de leur chiffre de 5 à 10% pour 2013, et tout autant pour 2014. « Cette croissance est notamment générée par l'augmentation du nombre de contrats publics, mais aussi par une demande toujours plus forte de la part des particuliers », explique Gabriel Badea. J.M.

Les .ro bientôt taxés

Le ministère des Technologies de l'information et des Communications compte créer une taxe de maintenance pour les domaines Internet .ro dans le but de financer les coûts de fonctionnement et de développement du registre national qui s'occupe du recensement des quelque 700.000 adresses Internet enregistrées en Roumanie. Selon le projet d'acte normatif qui devrait être adopté par le gouvernement, les domaines .ro devront être renouvelés tous les 24 mois moyennant cette nouvelle taxe. Le montant de celle-ci n'a toutefois pas encore été établi – au bouclage de ce numéro. Actuellement, la création d'une adresse Internet locale coûte autour de 50 euros. J.M.

TIGRE EUROPEEN ?

Le Premier ministre chinois Li Keqiang, dont la visite fin novembre à Bucarest dans le cadre du sommet Chine-Europe centrale et orientale a fait longtemps la Une de la presse locale, a déclaré que « la Roumanie sera bientôt le nouveau tigre de l'Europe ». Des paroles suivies par des actes, le gouvernement chinois ayant signé plusieurs promesses d'accords économiques avec la Roumanie, notamment dans le domaine de l'énergie, des transports et de l'agroalimentaire. Entre autres avantages, grâce à son ouverture sur la mer Noire et le Danube, la Roumanie représente une porte d'entrée stratégique vers l'Europe pour les produits chinois. J.M.

Mai multă protecție
Mai mulți kilometri

Nu suntem aleși din întâmplare TOTAL

Après une année 2013 marquée par une croissance supérieure à la moyenne européenne, soit 2,2% du Produit intérieur brut (PIB), l'économie roumaine devrait réaliser une performance similaire en 2014. Mais le Fonds monétaire international (FMI) et les analystes soulignent que la Roumanie doit moins se baser sur l'agriculture et stimuler davantage la consommation et l'utilisation des fonds européens si elle veut bénéficier d'un développement durable.

DANS SON ELAN

« NOUS ESTIMONS QUE LA croissance économique restera en 2014 au même niveau qu'en 2013, soit 2,2% du PIB », a déclaré début novembre Andrea Schaechter, chef de mission du FMI pour la Roumanie. « Il s'agit d'une croissance relativement forte, comparée à la région », a-t-elle ajouté. La Commission européenne a, elle, publié une prévision légèrement inférieure (2,1%), tandis que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est plus optimiste, avec une estimation de 2,4% pour 2014. Les chiffres de la croissance pour le 3ème trimestre – une hausse de 1,6%, la plus forte au sein de l'UE – ont conforté les espoirs du gouvernement d'une bonne performance en 2014.

Mais l'économiste Ionuț Dumitru, chef du Conseil fiscal, tempère : « A mon avis, il faut regarder ces données avec prudence. Si l'on enlève l'agriculture, la progression du produit intérieur brut serait d'à peine 0,3%, et la performance économique dans son ensemble moins bonne qu'en 2012. » De plus, si l'agriculture a bénéficié en 2013 de conditions météorologiques favorables, qui ont permis une production record de céréales, un printemps marqué par une forte sécheresse ou par des inondations risquerait de réduire de moitié la hausse du produit intérieur brut escomptée. La question est donc de savoir quelles sont les autres



Le développement des infrastructures reste l'un des enjeux majeurs du développement économique de la Roumanie. Ici, l'autoroute Sibiu-Orăștie, toujours en travaux.

bonnes cartes dont dispose la Roumanie pour consolider les avancées de ces dernières années. « En 2014, les moteurs de l'économie seront toujours les exportations, notamment automobiles, et l'agriculture. La demande intérieure, qui pourrait débloquent la croissance, continuera à être faible, malgré une hausse récente du salaire minimum », estime de son côté l'économiste Dan Popa.

Les exportations, qui se sont élevées à 36 milliards d'euros au cours des neuf premiers mois de 2013, risquent pour leur part de pâtir en cas de

ralentissement économique dans les pays de l'Union européenne, principale destination des marchandises roumaines. Par ailleurs, « les investissements augmentent, mais trop lentement, et en l'absence d'une forte absorption des fonds européens, il sera difficile de voir l'économie progresser de plus de 2% », souligne M. Popa. Après avoir atteint 9,5 milliards d'euros en 2008 – un record pour la Roumanie –, les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté à 1,6 milliard en 2012 et à 1,49 milliard au cours des neuf premiers mois de 2013, en baisse de 10% par

rapport à la même période de l'année dernière. Le gouvernement promet cependant de compenser cette chute en consacrant des fonds publics importants, soit 8,9 milliards d'euros, à des projets majeurs d'infrastructures, notamment dans les transports. Parmi les projets visés figurent la construction de plusieurs tronçons d'autoroutes et de trois lignes de métro à Bucarest, la modernisation de centaines de km de voies ferrées, la réhabilitation du sud du littoral de la mer Noire, et la construction du laser ultra performant de Măgurele, un projet financé également par l'UE.

« Les investisseurs seraient déjà contents si le gouvernement ne changeait pas les règles fiscales quatre ou cinq fois par an »

L'industrie, qui a connu une forte progression en 2013, devrait se maintenir en forme. La production automobile, l'informatique, les communications et l'énergie sont les secteurs industriels qui enregistreront des hausses en 2014. En revanche, la construction et la grande distribution, qui avaient contribué au boom économique des années 2005-2008, resteront à la traîne. De même, la consommation des ménages, qui a chuté depuis 2009, aura du mal à redécoller. Les Roumains, frappés de plein fouet par la crise, limitent depuis leurs achats au strict minimum. Selon la Commission nationale des prévisions économiques, une hausse minime de 1,7% est attendue en 2014. Aussi, pour stimuler la demande intérieure, le gouvernement a décidé de majorer le salaire minimum en deux tranches, de 800 lei à 850 lei en janvier (environ 190 euros), et 900 lei (un peu plus de 200 euros) en juillet.

Cette mesure s'est néanmoins accompagnée en novembre de l'introduction de nouvelles taxes sur les constructions dites « spéciales » (centrales hydroélectriques, barrages, plateformes pétrolières, routes, autoroutes...), et d'une nouvelle accise sur les carburants, qui vont vite grignoter les gains salariaux. Annoncées du jour au lendemain, sans consultation du milieu



Andrea Schaechter, chef de mission du FMI pour la Roumanie.

des affaires, ces taxes ont suscité une levée de boucliers sans précédent des principales associations d'investisseurs et entrepreneurs, roumains comme étrangers (voir aussi l'article p. 50-51). « Loin de stimuler l'économie, cette décision va encourager l'évasion fiscale, au détriment des compagnies correctes qui paient leurs taxes et respectent la loi », a récemment indiqué l'Association des grands distributeurs de Roumanie (AMRCR). « Les Roumains seront confrontés à de fortes hausses des prix du carburant et d'autres produits et services, ce qui va éloigner la perspective d'une hausse du niveau de vie et affecter les investissements », a ajouté l'AMRCR.

Même son de cloche chez le Conseil des investisseurs étrangers (CIS) et la Chambre de commerce roumano-américaine AmCham. « Les contribuables qui alimentent déjà le budget seront suffoqués par les nouveaux impôts », met en garde le CIS. Se disant « inquiète de cette nouvelle vague d'impôts et de taxes », l'AmCham déplore une « aggravation sans précédent au cours de ces 20 dernières années du fardeau fiscal que les contribuables roumains seront amenés à supporter ». De son côté, la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie (CCIFER) note toutefois que le moral des investisseurs français est plutôt au beau fixe. Selon un récent baromètre CCIFER auquel ont participé 150 directeurs, la vision générale est la plus optimiste jamais enregistrée depuis ces deux dernières années.

Quoi qu'il en soit, le consensus général parmi les analystes est que la solution pour donner un véritable coup de fouet à l'économie serait une meilleure utilisation des fonds européens. Selon les statistiques du gouvernement, des progrès ont été réalisés en 2013, lorsque environ 5 milliards d'euros ont été déboursés par Bruxelles. Pour 2014, les autorités promettent l'utilisation de 5 milliards d'euros supplémentaires. Si cette promesse est tenue, la Roumanie aura dépensé 50% des fonds alloués par la Commission pour la période 2007-2014, selon le ministère des Fonds européens. Mais 2014 sera également une année électorale, avec deux échéances : les élections pour le Parlement européen en mai, et la présidentielle en novembre-décembre, qui risquent de générer des dérapages budgétaires. « Une hausse des dépenses à des fins électorales est un risque à ne pas négliger, souligne M. Popa. Le gouvernement s'est montré hésitant à réformer l'économie, de nouvelles hésitations pourraient menacer les relations avec les bailleurs de fonds internationaux. » Selon lui, pour stimuler l'économie, le gouvernement devrait avant tout réduire la fiscalité et mettre l'accent davantage sur l'innovation et les investissements ayant un effet multiplicateur important. Et de conclure : « Les investisseurs seraient déjà contents si le gouvernement ne changeait pas les règles fiscales quatre ou cinq fois par an. »

Mihaela Rodină
Photos : Mediafax

LA GRANDE TRAVERSEE BOVINE

La Chine souhaite importer des vaches de Roumanie destinées à la reproduction. Les plus gros éleveurs roumains de Bălțata românească, la race locale dont il est question, se frottent les mains. Car beaucoup d'argent est en jeu.

JOIȚA – NOM POPULAIRE DONNE à la vache en Roumanie – est désormais courtisée. Les Chinois se l'arrachent. Ils en veulent 500.000 dans les dix années à venir. Les autorités sanitaires roumaines ont donc signé avec leurs homologues chinois fin novembre à Bucarest un protocole prévoyant les conditions dans lesquelles ces animaux devront être

tation car ces animaux doivent d'abord naître, ajoute Zoltan Haller. A l'échelle du territoire, nous disposons à l'heure actuelle de 600.000 spécimens femelles pour la reproduction. »

Il s'agit là d'un véritable coup de fouet pour un secteur qui n'est pas au meilleur de sa forme. Même si depuis 2010 le cheptel de bovins est en constante progression, il faudra encore de bonnes années avant que celui-ci retrouve sa taille d'avant l'adhésion à l'Union européenne. En 2007, on recensait 2,8 millions de

nir la norme chez les agriculteurs qui souhaiteront prendre part à ce juteux marché. « Cette perspective offrira des garanties de vente au fermier roumain et le motivera à investir dans la génétique pour améliorer ses animaux, s'enthousiasme Zoltan Haller. Notre association a déjà mis en place un programme visant à produire des semences améliorées à bas coût pour les rendre accessibles à tous les éleveurs. » La volonté est là, mais la réalité est sans doute un peu différente sur le terrain. Même si le matériel génétique deviendra accessible, l'insémination artificielle nécessite des spécialistes ; or ils ne se bousculent pas encore dans les campagnes roumaines.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax



envoyés, dans le cadre du sommet économique Chine-Europe centrale et de l'Est. Connue pour sa résistance aux climats difficiles, Bălțata românească, une race locale appartenant à la famille des Simmental, est une vache dite « mixte », aussi bien élevée pour son lait que pour sa viande. Selon les accords signés entre la Roumanie et la Chine, les animaux envoyés dans l'Empire du milieu seront des mâles et des femelles dont la moyenne d'âge tournera autour d'un an, exclusivement destinés à la reproduction.

« La Roumanie sera le premier pays de l'Union européenne à exporter des vaches vivantes en Chine », soutient Zoltan Haller, vice-président de l'association des éleveurs de Bălțata românească. Pour lui, c'est une opportunité unique. Dès le mois de janvier, un premier lot de 4 à 5000 animaux doit partir. « Nous ne pouvons pas accélérer le rythme d'exportation car ces animaux doivent d'abord naître, ajoute Zoltan Haller. A l'échelle du territoire, nous disposons à l'heure actuelle de 600.000 spécimens femelles pour la reproduction. »

bêtes (vaches laitières et pour la reproduction), alors qu'aujourd'hui elles ne sont que 2,2 millions, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture.

GENETIQUE FORCEE

Le prix moyen d'un animal tourne autour de 1000 euros, soit au final une affaire d'environ un demi-milliard d'euros pour les éleveurs de bovins roumains. Mais qui en profitera vraiment ? « Il est clair que les petits éleveurs ne tireront aucun bénéfice de ces accords car ils ne sont pas organisés pour vendre directement à des sociétés étrangères, explique Tudor Dorobanțu, du principal syndicat agricole Agrostar. Comme toujours, ce sont les intermédiaires qui obtiendront la plus grosse part du gâteau. » De plus, les autorités chinoises ont été claires : elles imposeront des critères techniques de qualité sur chaque veau importé. La génétique va donc deve-

Porcs et moutons intéressent aussi

La présence du Premier ministre chinois à Bucarest lors du sommet économique Chine-Europe centrale et de l'Est qui eut lieu fin novembre a également permis aux autorités roumaines de jeter les bases d'un accord pour exporter de la viande de porc surgelée. L'achat par la compagnie chinoise Shuanghui International du groupe américain Smithfield Foods, qui détient un grand élevage de porcs à Timișoara, n'est sans doute pas étranger à cette entente. Les Chinois auraient par ailleurs annoncé leur souhait d'acheter également des moutons, a indiqué le ministre de l'Agriculture roumain, Daniel Constantin. Selon lui, la Roumanie dispose d'un cheptel de 14 millions de bêtes dont neuf millions de brebis, et le potentiel d'exportation serait de quatre à cinq millions de têtes.

PLUS ACCUEILLANTES PLUS COMPACTES PLUS DURABLES PLUS CONNECTÉES PLUS BELLES

CONSTRUIRE DES VILLES MEILLEURES

© LAFARGE Médiathèque

Réussir l'urbanisation c'est le défi de notre siècle. C'est aussi notre ambition. Nous accompagnons la métamorphose des villes et nous apportons des solutions qui contribuent à rendre les villes plus accueillantes, plus compactes, plus durables, plus connectées et plus belles.

LAFARGE
Construire des villes meilleures™

LE PAYS VA-T-IL ENCAISSER ?

Dans son budget 2014, le gouvernement espère augmenter ses recettes en créant de nouvelles taxes, notamment sur le carburant. Un raisonnement qui inquiète les investisseurs et ne convainc pas les experts.

DANS UNE PETITE BROCHURE explicative aux couleurs vives, conçue pour vulgariser son budget 2014, le gouvernement présente sous son meilleur jour les grandes lignes de sa stratégie concernant les dépenses publiques. L'exécutif assure que « le modèle erroné de l'austérité a été abandonné » pour une croissance « équilibrée ». Tout cela en gardant « l'une des charges

fiscales les plus faibles de l'UE ». Cet exercice de communication presque parfait, auquel le gouvernement s'était déjà essayé l'année dernière, n'a toutefois pas trompé les spécialistes. Car si d'un côté il insiste sur l'augmentation de 10% du salaire des professeurs débutants, le versement d'une bourse mensuelle de 150 euros aux médecins internes ou encore l'augmentation du

salaire minimum de 180 euros à 190 euros au 1er janvier, puis à 200 euros (environ 900 lei) au 1er juin, de l'autre il oublie de mentionner la mise en place d'une kyrielle de nouvelles taxes aussi inventives que farfelues comme celles sur les entités qui administrent les poteaux électriques, les signaux de circulation ou encore les trottoirs.



« *L'évasion fiscale représente 18 milliards d'euros par an, soit 14% du PIB, alors au lieu d'inventer de nouvelles taxes, le gouvernement devrait plutôt se concentrer sur celles qui existent déjà* »

Dans son exercice fiscal 2014, le gouvernement va également permettre aux maires d'augmenter jusqu'à 20% les impôts locaux. Enfin, le prix du litre d'essence va prendre 7 centimes d'euro à la pompe à partir du 1er janvier. « Notre situation fiscale semblait pourtant bonne, la TVA sur le pain avait été réduite cet automne et



Coupes nettes pour la Culture, la Santé et l'ANI

Le budget 2014 s'élèvera à 230 milliards de lei (environ 50 milliards d'euros), et prévoit un déficit tout comme une croissance de l'ordre de 2,2%. Sans surprise, le paiement des retraites et des salaires des fonctionnaires engloutira près de la moitié de ce budget, soit 22,5 milliards d'euros. Parmi les ministères qui recevront plus d'argent qu'en 2013, ceux du Développement régional, de l'Environnement, des Finances, et de l'Agriculture bénéficieront des augmentations les plus significatives, respectivement + 33,9%, + 15,59%, + 15,35% et + 17,1%. Le portefeuille des Transports percevra une hausse de 6,46%, celui de l'Education de seulement 1,43%. Les prévisions de croissance pour 2014 s'annoncent plutôt bonnes pour la Roumanie (voir l'article pages 46 et 47), mais le gouvernement continuera à stimuler coûte que coûte la croissance en injectant 40 milliards de lei dans divers investissements, contre 7,8 milliards l'année dernière. Les ministères et institutions touchés par les diminutions budgétaires seront ceux de la Santé (- 18,71%), de la Culture (- 8,52%), ainsi que l'Agence nationale de l'intégrité – ANI (- 34,72%).

aucun signe n'annonçait l'apparition de ces nouvelles taxes, estime l'économiste en chef de ING Bank Romania, Vlad Muscalu. On a tous été surpris et je pense que le gouvernement fait face à un problème sérieux de crédibilité. »

L'annonce de ces nouveaux impôts a notamment surpris le milieu des affaires. Pour la première fois depuis la chute du communisme, les investisseurs roumains et étrangers ont critiqué à l'unisson les options fiscales prises par Bucarest. « La Roumanie ne peut pas être un Eldorado pour tout le monde », s'est contenté de répondre le Premier ministre Victor Ponta. « Il est vrai que l'impôt sur le bénéfice est l'un des plus bas d'Europe (16%, ndlr), reconnaît Iulian Anghel, journaliste au quotidien économique Ziarul Financiar. Mais le coût du travail est très élevé. » La part du salaire brut reversé à l'Etat représente en effet plus de 40% pour les patrons. Une pression fiscale qui pousse près d'un quart (23%) du total du salariés roumains, soit 1,45 million de personnes, à ne pas se déclarer. Fléau pour la Roumanie, le travail au noir représenterait 3,24% du PIB, selon une étude récente du Conseil fiscal, une institution indépendante censée évaluer et recommander les politiques macro-économiques du gouvernement. « Pour les petites entreprises, le travail au noir est devenu une forme de survie », rappelle l'économiste Ilie Șerban.

LA REFORME INDISPENSABLE DU FISC

Pour donner un peu d'espoir à ces PME, la majorité a promis de réduire

de cinq points les cotisations sociales de l'employeur à partir du deuxième semestre 2014. Elle a toutefois émis la condition « d'identifier avant le 1er juin 2014 toutes les ressources nécessaires pour que l'impact budgétaire soit neutre ». Les économistes restent donc très sceptiques. Pour la plupart d'entre eux, le problème de taxation de l'Etat se trouve de toute façon ailleurs. « Le gouvernement ne sait rien faire d'autre que d'augmenter les impôts quand il a besoin d'argent, alors qu'il ne parvient pas à collecter plus de 33% du PIB, s'indigne Iulian Anghel. L'évasion fiscale représente 18 milliards d'euros par an, soit 14% du PIB, alors au lieu d'inventer de nouvelles taxes, il devrait plutôt se concentrer sur celles qui existent déjà. » Mais la politique fiscale reste un mystère, tant pour les contribuables que pour ceux qui doivent la faire respecter. Les modifications législatives à répétition la rendent illisible. Selon une étude de la Banque mondiale publiée en novembre dernier, une société roumaine procède à 39 paiements de taxes différents tous les ans, et perd 200 heures dans ces démarches administratives. C'est trois fois plus que la moyenne européenne. Plusieurs aménagements du code fiscal sont actuellement en cours, et une nouvelle structure anti-fraude a été mise en place. De la poudre aux yeux d'après Vlad Muscalu : « Il s'agit de petites modifications qui n'auront pas d'impact significatif. Seule une réforme structurelle du Fisc apporterait de vrais changements. »

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

ENFIN LA COTE

La Bourse de Bucarest prendrait-elle son envol ? Le succès de la vente d'une partie du capital de Romgaz semble le confirmer.

« AVEC L'OFFRE PUBLIQUE INITIALE (OPI) de Romgaz, le marché roumain des capitaux a fait son entrée sur la scène globale », déclarait le 31 octobre dernier avec fierté le directeur général de la Bourse des valeurs de Bucarest (BVB), le Polonais Ludwik Sobolewski, après l'annonce des résultats de la vente publique de 15% des actions de la compagnie énergétique. Et M. Sobolewski avait bien raison de se réjouir : la demande a été très forte, les petits investisseurs roumains ont à eux seuls souscrit 17 fois à la tranche allouée. Autrement dit, l'Etat roumain, actionnaire majoritaire de Romgaz, aurait pu miser uniquement sur les petits investisseurs pour cette offre, sans faire appel aux investisseurs institutionnels, roumains ou étrangers.

Quelques jours plus tard, le 12 novembre, le début des transactions des actions Romgaz à la Bourse de Londres a confirmé les attentes : elles ont été acquises, en moyenne, pour des sommes jusqu'à 15% supérieures au prix de départ – initialement évaluées à 290 millions d'euros, les premières actions ont été évaluées à 447 millions d'euros (Bucarest et Londres). Présent à la City, le Premier ministre Victor Ponta a déclaré que ce n'était qu'un début, et que le gouvernement comptait attirer toujours plus l'intérêt des investisseurs internationaux pour les compagnies roumaines. Même si dans un premier temps, selon Gabriel Dumitraşcu, responsable de la Direction des privatisations au département pour l'Energie, « l'Etat préfère vendre des paquets d'actions minoritaires afin d'accoutumer les sociétés publiques aux exigences de compétitivité imposées par les investisseurs privés. De cette façon, elles deviendront plus performantes et au moment de la privatisation du capital majoritaire, les prix seront plus élevés ». Une stratégie récurrente, ici comme ailleurs.

Au-delà de l'impact strictement financier – pour la première fois une com-

pagnie d'Etat roumaine était cotée dans une bourse occidentale –, le succès de Romgaz a provoqué un choc dans l'opinion publique, et notamment au sein du milieu des affaires. Longtemps la Bourse de Bucarest a été perçue comme une entité abstraite, élitiste, dont l'activité limitée n'intéressait qu'une poignée de gens avisés. A cause du niveau trop

réduit de ses transactions quotidiennes, la BVB était loin de jouer le rôle de baromètre de l'économie.

Ce bon résultat de Romgaz remet aussi en cause certains préjugés. « Le succès de cette OPI est un vote de blâme pour le groupe d'intermédiaires dirigé par la banque américaine Goldman Sachs, qui



assurait que Romgaz proposait une offre trop grande pour trouver du financement uniquement à la BVB », affirme le site wall-street.ro. Récemment, Octavian Molnar, directeur général adjoint de la société de courtiers IFB Invest et membre du conseil d'administration de la BVB, a d'ailleurs déclaré que « le conseil et Ludwik Sobolewski ont insisté pour que l'OPI de Romgaz se fasse uniquement en Roumanie, mais il semblerait que les intérêts qui entourent Goldman soient plus importants que le développement du marché roumain des capitaux ». Même son de cloche du côté de Nicolae Gherguş, président de la compagnie de courtage Confident Invest, qui a soutenu qu'il y avait « des milliards d'euros inutilisés dans les banques roumaines (...) Mais l'Etat préfère vendre la bonne marchandise sur le marché de Londres ».

Quoi qu'il en soit, le souhait de Ludwik Sobolewski d'attirer au moins 200.000 petits investisseurs sur la BVB dans les années à venir pourrait se concrétiser plus vite qu'il ne l'espère. Alin Brendea, directeur des opérations de la société Prime Transaction, toujours cité par

Les autres offres

Les précédentes OPI, des compagnies énergétiques, avaient déjà provoqué un certain engouement. En août 2006, l'Etat a mis en vente 10% des actions de Transelectrica, et en novembre 2007 ce fut le tour de Transgaz de coter en bourse 10% de ses actions. Dans les deux cas, les souscriptions ont dépassé de loin l'offre – l'action Transgaz a été souscrite 27 fois par les petits investisseurs –, même si l'écho médiatique a été plutôt discret. En septembre dernier, moins d'un mois avant Romgaz (quatrième société publique roumaine cotée en bourse), Nuclearelectrica a mis en vente un paquet de 10% de ses actions. 29% de ce paquet ont été achetés par des investisseurs américains, mais cette fois-là les acheteurs ont été beaucoup moins enthousiastes, le prix final n'a atteint que le niveau minimum escompté. Pour 2014, on attend deux autres premières : Hidroelectrica et le complexe énergétique Oltenia, qui possède les plus grandes centrales à charbon du pays. Pour Hidroelectrica, qui est enfin en meilleure santé, le Premier ministre Victor Ponta a affirmé que l'OPI se déroulerait à la BVB, ainsi qu'à la Bourse de Londres.

wall-street.ro, estime que « Romgaz a rassuré même ceux qui jusqu'à présent n'investissaient pas en bourse, et pour cette raison nous assistons à un nombre croissant d'investisseurs désirant souscrire à la BVB ». Pour Daniel Dăianu, vice-président de l'Autorité de supervision financière (ASF) et ancien ministre des Finances, « coter en bourse des compagnies d'Etat est une bonne chose.

D'autant que Romgaz a prouvé que le potentiel financier autochtone existait bel et bien. Mais pour le développement de la Bourse à long terme, davantage de sociétés privées doivent être cotées, car à un moment donné on sera à court de compagnies d'Etat ».

Răsvan Roceanu
Photo : Mihai Barbu

Notre réussite est celle de nos clients...

Le Cabinet
GRUIA DUFAUT
vous souhaite :

Un Joyeux Noël ! & Une Excellente Année 2014 !

GRUIA DUFAUT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST www.gruiadufaut.com

ROMANIA Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3 / 030237 Bucarest | Tél : +40 (21) 305 57 57 | Fax : +40 (21) 305 57 58 | bucarest@gruiadufaut.com
FRANCE 6 Avenue George V / 75008 PARIS | Tél : +33 (0) 1 53 57 84 84 | Fax : +33 (0) 1 49 52 07 85 | paris@gruiadufaut.com

TERRES AGRICOLES : PETITE REVOLUTION

A partir du 1er janvier, les copropriétaires personnes physiques, les jeunes fermiers et, le cas échéant, l'Etat, auront le droit de préemption sur l'achat des terres agricoles en Roumanie. La loi n'impose plus à l'acheteur de limite de superficie ni de conditions d'expérience antérieure dans le domaine, et crée l'Autorité pour l'administration et la réglementation du marché foncier, placée directement sous la responsabilité du Premier ministre. L'Autorité supervisera toutes les transactions, et aura elle aussi le droit d'acheter des terres dans le but de créer de grandes exploitations. Les experts prévoient une flambée des prix. Selon les spécialistes de la compagnie DTZ Echinox, le prix maximal actuel est d'environ 3000 euros par hectare ; il pourrait atteindre jusqu'à 4000 euros en 2015 – mais reste pour l'instant deux à huit fois moins élevé que dans la majorité des pays de l'Union européenne. Laurențiu Baci, président de la Ligue des associations des producteurs agricoles (LAPAR), estime de son côté que les prix vont tout simplement doubler. Environ 30% des terres agricoles sont détenus par des citoyens qui, après cette libéralisation du marché, devraient être particulièrement tentés de vendre. A noter que toute personne morale ou juridique siégeant au sein de l'Union européenne pourra acheter n'importe quelle superficie de terre agricole. A condition bien sûr d'obtenir l'approbation de l'Autorité pour l'administration et la réglementation du marché foncier. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax

A lire également le Livre blanc de l'Agriculture en Roumanie réalisé par la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture française en Roumanie, l'Ambassade de France et la Section roumaine des Conseillers du commerce extérieur de la France : www.ccifer.ro/uploads/media/LB_FR-web.pdf



LA CHRONIQUE
DE MICHAEL SCHROEDER

CHANGER LES HABITUDES

Dans son livre « The power of habit » publié en 2012, le journaliste américain du *New York Times* Charles Duhigg explique qu'on ne se rend plus compte à quel point les habitudes sont ancrées en nous. L'auteur cite notamment une étude de la Duke University selon laquelle 40% de nos actions sont des habitudes, sans qu'on s'en aperçoive. Très souvent, nous fonctionnons donc sur le mode « pilote automatique ».

Les habitudes structurent notre vie, la rendent plus facile, prévisible, plus sûre. Elles sont des points de référence et constituent un élément important du concept de « zone de confort » que j'ai déjà mentionné dans cette page. Aussi les entreprises ne sont pas épargnées : il s'agit des modes de fonctionnement internes, mais aussi des habitudes d'achat que l'on essaie de cerner chez les consommateurs.

La plupart des habitudes sont utiles, on peut les exécuter sans trop réfléchir : conduire, faire ses courses, manger... Les « bonnes » habitudes nous laissent le temps de nous occuper de choses plus intéressantes. Mais s'installent par ailleurs des habitudes moins positives : fumer, trop manger de sucreries, et les innombrables rituels creux...

Quoi qu'il en soit, bonnes ou mauvaises, modifier ses habitudes est une expérience qui ne peut qu'être rafraîchissante : changer de restaurant pour le déjeuner, changer de chemin pour aller au travail, changer son rythme de marche... Ces petites choses peuvent amener un autre regard sur la vie, nous faire sentir plus vivants. Et créent de nouvelles connections neuronales. L'un de mes clients, un chef d'entreprise roumain, avait l'habitude de parler très vite, générant un stress inutile pour lui et son entourage. Après quelques exercices de respiration et une prise de conscience des motifs qui se cachaient derrière cette mauvaise habitude, il a pu changer son rythme de parole, et donc améliorer son rapport avec les autres.

Un autre haut dirigeant avait ce réflexe (bien roumain) de dire incessamment « nu știu » en haussant les épaules et en faisant une grimace avec la bouche, ce qui déconcertait ses interlocuteurs internationaux. Après un enregistrement vidéo et une confrontation avec lui-même, il a pu corriger un comportement qui était devenu très handicapant. Bonnes ou mauvaises, les habitudes sont là pour être changées, se sentir plus vivant et en meilleur accord avec les autres. Même si elles rassurent.

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.

Le nouveau pneu
MICHELIN *Pilot Alpin*
LA PUISSANCE EN TOUTE SÉCURITÉ,
HIVER APRÈS HIVER.



Elle est sortie du folklore pour habiller les stars. La blouse roumaine fait fureur, des ventes en ligne aux couvertures des plus prestigieux magazines de mode.

DESTIN de marque

CE N'EST PLUS UN VETEMENT, c'est un étendard. Sur Internet, son profil rassemble près de 60.000 personnes... La blouse roumaine, costume traditionnel de la paysannerie, est devenu un véritable phénomène. C'est Andreea Diana qui a initié ce mouvement qu'elle n'hésite pas à qualifier d'« universel ». Belle et grande brune à la voix veloutée, cette ancienne directrice de casting a eu une révélation il y a une dizaine d'années, lors du tournage d'un film. « J'ai compris à ce moment-là que le monde changeait, que l'on pouvait être le réalisateur de son propre film, de sa propre vie. »

Suite à l'échec d'un projet, elle part deux ans en Angleterre, où elle s'initie aux secrets du Web. En novembre 2012, revenue en Roumanie, elle lance sa fameuse page Facebook *. « Matisse a donné à la blouse roumaine son immortalité en nommant ainsi son célèbre tableau. J'ai voulu lui rendre hommage. » Au bout d'un mois seulement, mille personnes la suivent en ligne. « A chaque fois que je postais une photo ou un commentaire, j'avais des centaines de réactions... En janvier 2013, j'en avais des milliers. Quand j'ai parlé de déposer la blouse roumaine comme une marque propre à notre pays, j'ai rencontré un enthousiasme incroyable. Et j'ai décidé de lancer l'idée d'une « journée universelle de la blouse roumaine ». »

La date a été fixée au 24 juin, jour du solstice d'été, « et quelque chose de magique s'est passé : des femmes du monde entier ont enfilé leur blouse, se sont prises en photo et nous les ont envoyées... 48 pays, 109 villes, près de 150 événements... Même les hôtesses de Tarom et de Blue Air s'y sont mises. » Andreea Diana rencontre d'autres pas-



sionnés, comme Iulia Gorneanu, directrice artistique de la galerie Galateca, qui a initié la première exposition d'art dédiée à la blouse roumaine l'été dernier à Bucarest. Ou encore l'architecte designer Ioana Corduneanu. Celle-ci s'attache à décrypter les motifs des broderies. « Elle a décodé un véritable alphabet qui fait de chaque blouse un manuscrit. Il raconte l'histoire de celle qui la porte, d'où elle vient, quel est son statut social, et de ce fait, c'est de l'histoire de la Roumanie qu'il est question »,

poursuit Andreea. Ensemble, elles créent une ONG, « IE », pour protéger et promouvoir la blouse roumaine, et la faire enregistrer par l'UNESCO comme patrimoine culturel mondial. « La blouse roumaine, c'est un ensemble, un contexte, une musique, un paysage, c'est l'ADN de notre pays. »

Béatrice Aguetant
Photos : Mihai Barbu

* www.facebook.com/LaBlouseRoumaine10

Un succès de taille

Tout a commencé en 1981, lorsqu'Yves Saint-Laurent déclina le premier la blouse roumaine dans sa collection haute couture automne-hiver. Certes, la reine Marie de Roumanie l'avait déjà sortie de son carcan paysan en la portant avec classe, mais c'était au sein de ses frontières. C'est le regard de l'Occident fantasmé qui a modifié celui que portaient les Roumains sur leur habit national. La chanteuse Adèle en blouse roumaine stylisée par Tom Ford dans le numéro de Vogue de mars 2012 fut une consécration. « Je crois que nous avons besoin de l'approbation de l'extérieur pour l'accepter comme objet de fierté. Le fait est que ce sont des étrangers qui ont réhabilité la blouse à nos yeux », commente Antoaneta Mareș, jeune entrepreneuse de 28 ans qui a lancé son site de vente en ligne ⁽¹⁾. Elle en ouvre encore de beaux grands yeux étonnés : « Dès le début j'ai été submergée de commandes. J'ai dû trouver d'autres fournisseuses et une technique de confection plus rapide, de deux semaines. Mais ce n'est pas évident, celles qui ont le savoir-faire sont vieilles, et les jeunes ne sont pas intéressées pour apprendre... »

Alina Gavriloiu a vu, elle aussi, sa petite entreprise exploser ⁽²⁾. « Nous avons élevé un artisanat 100% fait main au rang de véritable business », se félicite-t-elle, et ce, en quelques mois seulement puisqu'elle a lancé son site en mai 2012. « Nous proposons plus de 200 modèles, dont certains très sophistiqués qui peuvent demander jusqu'à deux mois de travail. Nous devons nous développer pour avoir du stock car les clientes ne veulent pas attendre ; il nous faudrait au moins doubler notre capacité pour faire face à la demande... » Quant à la styliste Valentina Vidrașcu, elle a fait du modèle unique son credo. Et vient d'inaugurer dans un appartement de la rue Berthelot à Bucarest son show-room ⁽³⁾ dans lequel on pénètre comme un invité de marque. Y sont exposés ses modèles comme des œuvres d'art ; chaque blouse en matériau délicat se caresse du bout des doigts. Et porte un nom différent qui la définit. « Celle-ci s'appelle bien sûr « Reine Marie », explique son complice Marian Pălie, en désignant un modèle noir et blanc. « Notre philosophie est de faire de beaux produits, une petite collection qui s'adresse comme à des amis, dans un esprit « salon d'autrefois ». Nous voulons créer une nouvelle image, qui allie la tradition et la modernité, sans verser dans l'ethnique. » Un raffinement qui explique qu'ici, le prix d'une blouse s'élève à plusieurs centaines d'euros, quand elle coûte quelques centaines de lei ailleurs. B.A.

⁽¹⁾ www.blouseroumaine-shop.com, ⁽²⁾ www.iiana.ro, ⁽³⁾ www.valentinavidrascu.ro



Le premier berceau

Dans la petite commune de Cocorăștii, à une dizaine de kilomètres de Ploiești, on est bien loin des boutiques de mode et des lieux branchés de la capitale où porter une blouse roumaine est du dernier chic. Il n'en reste pas moins que cet artisanat présente ici un débouché inespéré pour des femmes en manque de ressources. Grâce au soutien technique et financier de Fundația PACT, un atelier a été créé pour former des brodeuses et développer une entreprise qui soit rentable. Une dizaine de femmes y suivent une formation de trois mois, couronnée par un certificat en bonne et due forme. La formatrice en chef est une adorable grand-mère de 71 ans, Jana Vasile, dont les yeux pétillent de malice. Elle a commencé à broder enfant, puis a travaillé dans un atelier. Elle a formé ses filles, qui rechignaient d'abord, mais c'est finalement l'une d'elles qui anime désormais l'atelier. « L'objectif est non seulement de créer une source de revenus, mais aussi de transmettre un savoir-faire de génération en génération », explique Ioana Traistă, de PACT. En promouvant l'identité culturelle, l'ONG soutient la communauté locale, contrecarre son délitement et l'exode rural. A petite blouse, grands effets. B.A.

« On connaît peu de choses sur LES ROMS »

Depuis le 28 novembre, le Musée des cultures roms de Bucarest présente l'exposition « Romi pentru România ». Encore en construction, l'espace est le premier du pays qui aborde cette minorité d'un point de vue culturel *. Entretien avec Ciprian Necula, anthropologue et activiste rom au sein de l'association Romano ButiQ, à l'origine de ce projet.

Regard : Le prochain musée des cultures roms a déjà voyagé dans plusieurs villes roumaines avant de s'arrêter définitivement à Bucarest. Comment a-t-il vu le jour ?

Ciprian Necula : Ce musée a fait comme tout nomade, à un moment donné, il s'est établi quelque part... Il y a quelques années, notre association Romano ButiQ a pris l'initiative d'encourager l'artisanat traditionnel rom par le biais d'une coopérative d'artisans, financée par des fonds européens. A la fin

de ce projet, nous nous sommes rendu compte que nous avions de quoi faire plusieurs expositions. Et que d'autres expositions pouvaient parfaitement suivre. L'idée de créer un musée s'est donc imposée d'elle-même.

De quelle manière s'y est investi l'Etat roumain ?

Cette initiative est entièrement privée. Le gouvernement roumain ne nous a apporté aucun soutien pour la construction du bâtiment qui com-

prendra le musée. De fait, ce sont les financements européens que nous avons reçus pour notre projet sur l'artisanat rom qui nous ont surtout permis de créer le musée. Ce manque d'implication de la part de l'Etat est directement lié à la façon dont le gouvernement aborde la question rom. Les hommes politiques perçoivent les Roms uniquement comme un groupe social dont il faut gérer les problèmes, et non pas comme une ethnie au sens culturel du terme. Cette perspective restreinte contribue d'ailleurs à la

situation pénible, à la discrimination dont souffrent les Roms aujourd'hui. A travers le musée, nous voulons prendre position afin de changer la manière dont l'ethnie rom est traitée par les hommes politiques. Nous voulons construire les Roms au sens ethnique du terme et nous ne craignons pas de le revendiquer.

« *Les hommes politiques perçoivent les Roms uniquement comme un groupe social dont il faut gérer les problèmes* »

La communauté rom est très importante en Roumanie, comment expliquer que ce musée n'ait pas été créé plus tôt ?

L'idée d'un musée dédié aux Roms a été avancée depuis très longtemps, la première fois, ce fut en 1930. Mais ce n'est qu'il y a trois ans que nous avons commencé à en discuter sérieusement, notamment avec les chercheurs de

l'Ecole nationale des sciences politiques (SNSPA), comme Vintilă Mihăilescu qui y a beaucoup contribué. Je pense aussi que ce musée ne pouvait pas exister plus tôt car cela implique des ressources immenses. Nous avons saisi l'opportunité de créer un tel espace car nous avons déjà un début de musée. D'autre part, il existe de plus en plus de spécialistes qui étudient la diversité culturelle des Roms, et qui pourront désormais en témoigner dans ce nouvel endroit. De fait, il n'existe pas une culture, mais des cultures roms. C'est ce que nous voulons montrer au public, rom et non rom, car la majorité des informations diffusées sur cette ethnie sont assez limitées, voire fausses, notamment à cause de la mauvaise qualité de la presse et de notre système éducatif.

Quel type d'informations le musée offrira-t-il ?

On connaît peu de choses sur les Roms, le public roumain croit les connaître mais ce qu'il sait ne sont souvent que

des préjugés. Mais quand les Roumains apprennent certains détails historiques, ils sont souvent surpris. Un exemple, l'un des gouverneurs de la Moldavie roumaine a été tzigane, cela interpelle toujours... En plus des expositions, des ateliers d'artisanat et un mémorial dédié au sociologue Nicolae Gheorghe (décédé le 8 août dernier, ndlr), qui tenait beaucoup à cette idée de musée, nous voulons aménager dans la cour un restaurant traditionnel, ainsi qu'un centre communautaire pour les nombreux Roms qui vivent à Giulești, le quartier choisi symboliquement pour accueillir le musée. Nous avons aussi une salle d'événements qui pourra accueillir des spectacles, des concerts et des débats. Et nous espérons vraiment que les Roms s'approprient ce musée, qu'il devienne le leur.

Propos recueillis par Julia Beurq.
Photo : Mihai Barbu



L'Accueil français et francophone de Bucarest (AFB)
Avec l'appui de l'Institut français de Bucarest
Organise un cycle de conférences

MIEUX COMPRENDRE LA ROUMANIE

afb INSTITUT FRANÇAIS BUCAREST

Les conférences se déroulent les mercredi de 9h45 à 11h45, A la Salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest 77 Bd Dacia

Accès aux membres de l'AFB
Renseignements et modalités pratiques : www.bucarestaccueil.com
Courriel : conferences.bucarestaccueil@gmail.com

Au programme de Décembre 2013 à Mai 2014 :

- ♦ L'orthodoxie en Roumanie (en 2 séances)
- ♦ Bucarest à l'entre-deux-guerres, le petit Paris
- ♦ La famille Cantacuzzino – XVII^{ème} siècle
- ♦ Le régime autoritaire de Carol II – XX^{ème} siècle
- ♦ Constantin Brâncoveanu – XVII^{ème} / XVIII^{ème} siècle
- ♦ Nicolae Grigorescu – XIX^{ème} siècle
- ♦ La femme dans la Roumanie communiste
- ♦ Les Gitans
- ♦ Brâncuși et l'art moderne

POUR NE PAS OUBLIER



Sarah Iancu et David Bismuth (photo : Jean-François Leclerc)

Les 24 et 25 janvier aura lieu à Iași la sixième édition de « La semaine de la Mémoire », événement par lequel l'Institut français de Iași se propose d'élargir la portée de « La Journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité » (27 janvier). Les quatre invités de cette sixième édition, Michaël Iancu (maître de conférences), Carol Iancu (historien), Sarah Iancu et David Bismuth (musiciens) proposeront deux jours de débats, de conférences et de concerts de musique classique – des événements réunis par un dénominateur commun, (la revalorisation de) la mémoire. 2014 sera par ailleurs l'année de commémoration du 73ème anniversaire du tristement célèbre pogrom de Bucarest : Carol Iancu donnera une conférence sur le « rôle de l'Ambassadeur Jacques Truelle et de Georges Dementhon, directeur du Lycée français de Bucarest, dans la défense des droits des juifs de Roumanie pendant la Shoah », à l'Institut français de Bucarest, et une plaque en hommage à Georges Dementhon sera posée officiellement dans le nouveau Lycée français (22 et 23 janvier). Communiqué IFR (pour plus d'infos : www.institutfrancais-roumanie.com)

CORDONS BLEUS ET NEZ ROUGE

Afin de mener une action de solidarité, tout est bon pour récolter des fonds. A cet égard, la dernière opération de Parada, ONG d'aide aux enfants de la rue, s'annonce particulièrement savoureuse : il s'agit d'un livre de recettes dont les bénéfices lui sont entièrement versés. Issus de l'atelier « Cuisine du monde » de l'Accueil francophone de Bucarest, une cinquantaine de secrets culinaires sont partagés par cinq chefs : Philippe Dupré, Samuel Le Torriellec, Ștefan Popescu, Andrei Tomas et Nicolai Tand. Avec cette touche de prestige, des photos, un graphisme de créatifs professionnels bénévoles et un texte bilingue franco-roumain, ce livre, lancé officiellement ce 12 décembre à l'Ambassade de France de Bucarest, se veut aussi beau que bon. Une bonne idée de cadeau de Noël solidaire. Contact : nathblondeau@numericable.fr. B.A.

L'événement Koudelka

Un jour avant que les troupes du Pacte de Varsovie, sous commandement soviétique, envahissent la Tchécoslovaquie, Josef Koudelka – alors âgé de 30 ans et renonçant à une brillante carrière d'ingénieur aéronautique – revient de Roumanie où il photographiait les communautés roms. En août 1968, pendant une semaine, il réussit à prendre une série de clichés de l'invasion russe qui sera publiée par la prestigieuse agence Magnum Photos en 1969, ainsi que dans de nombreuses revues internationales à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion, sans que le nom de l'auteur soit mentionné. Josef Koudelka recevra alors un prix important : l'Overseas Press Club décernera au « photographe tchèque anonyme » la médaille d'or Robert Capa. Et ce ne sera qu'en 1984, après la mort de son père et la fin des menaces de représailles contre sa famille, qu'il reconnaîtra publiquement être l'auteur des instantanés. La série est devenue depuis le symbole de la lutte pour la liberté, et une référence en matière de photojournalisme. Après son vernissage à Bucarest le 17 octobre dernier (à l'annexe du MINAC), ces photos seront exposées à Timișoara, Sibiu, Cluj et Iași de mars à juillet. L'événement est organisé par l'Institut français de Roumanie et le Centre culturel tchèque. Communiqué IFR



PROJET DISQUALIFIE

Le ministère roumain de la Culture a disqualifié le projet choisi pour représenter la Roumanie à la 14e édition de la Biennale de Venise en architecture, l'événement international le plus prestigieux dans le domaine qui se déroulera du 7 juin au 23 novembre 2014. La décision a été prise après avoir découvert que les auteurs du projet « Creativitate - Conservare » travaillaient tous à la Direction du patrimoine ; selon la loi, ils n'avaient pas le droit de participer à la sélection nationale. « Le concours a respecté l'anonymat des dossiers et du coup, nous n'avons pas pu éviter les situations d'incompatibilité », ont précisé des sources ministérielles. Finalement, deux autres projets sur les 46 en lice représenteront la Roumanie à la Biennale de Venise : « Exploring Identity : Archives of Romania National Pavilions Towards a Nomadic Museum of Architecture » et « Site Under Construction ». I.S.

Belle signature

Marie-Christine Saragosse, PDG du groupe France Médias Monde (RFI, France 24, Monte Carlo Doualiya), et Yves Bigot, directeur général de TV5Monde, ont signé vendredi 29 novembre à l'ambassade de France une convention cadre visant à formaliser et renforcer les relations entre RFI România et TV5Monde en Roumanie, à travers la mise en place d'échanges de visibilité et de promotions croisées. « Ce partenariat renforcé contribuera à mieux lutter contre les clichés dont souffre souvent la Roumanie, a affirmé Marie-Christine Saragosse. Concernant la francophonie, il est clair que la Roumanie est le pays d'ancrage en Europe, et représente un cas unique pour RFI. » Avec sa filiale en langue roumaine, RFI dispose ici de sa plus large diffusion européenne (4 émetteurs FM et plus de 60 radios partenaires). De son côté, TV5Monde, qui sous-titre ses programmes en roumain, y enregistre sa meilleure audience en Europe non francophone avec 2,9 millions de téléspectateurs chaque semaine. « Nous essayons de développer des programmes qui parlent à nos téléspectateurs, tout en diffusant de la culture, c'est notre singularité et notre cheval de bataille au sein d'une concurrence exacerbée », a souligné Yves Bigot. Source : Lepetitjournal.com/bucarest

Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.

rfi
românia

**IMPRIMERIA
ARTA
GRAFICA**

agende • calendare • cărți • albume • pliante • postere

B-dul Metalurgiei 73-75, 041832, București, România
Tel: +40 (0) 21 306 61 00; Fax: +40 (0) 21 306 61 01

e-mail: comercial@artagrafica.ro
www.artagrafica.eu



Votre collection personnelle des numéros de Regard, où que vous soyez...

En vous abonnant à travers notre site www.regard.ro, vous bénéficierez d'un accès aux anciens exemplaires (format pdf) et serez parmi les premiers à lire chaque nouvelle publication.

Rappel : L'abonnement numérique est **gratuit** si vous souscrivez à la version papier.

**Alors abonnez-vous,
et bonne lecture...**

www.regard.ro



L'ANNEXE DE LA MEMOIRE

20 ANS APRÈS LA CRÉATION

du Mémorial pour les victimes du communisme et de la résistance à Sighet (Maramureș), une annexe a enfin été ouverte en plein cœur de Bucarest *. Sise dans les locaux de la Fondation Academia Civică, elle a été inaugurée en mai dernier, en présence des initiateurs de cette vaste œuvre de mémoire collective : la poétesse Ana Blandiana et son mari, l'écrivain Romulus Rusan. « Le Mémorial est porté par trois ailes : le Musée de Sighet, le Centre international d'études sur le communisme, et maintenant, ce centre d'exposition », explique Miruna Simian, qui y officie. « Sighet est très loin, difficile d'accès. On peut ici en avoir un bon aperçu. » Cinq pièces au rez-de-chaussée d'une maison ancienne, pourvues chacune d'un antique poêle en céramique qui carbure intensément alors que les premiers flocons de la saison virevoltent au dehors, voient leurs murs couverts

Elle est déjà un lieu essentiel de la capitale. L'annexe du Mémorial pour les victimes du communisme et de la résistance de Sighet accueille jeunes et moins jeunes depuis quelques mois. Pour mieux se rendre compte, et ne jamais oublier.

d'immenses panneaux d'information à glacer le sang. « *Nous accueillons l'exposition « Memory as a form of justice » qui a été présentée au Parlement européen en 2011, ainsi qu'une présentation générale du musée de Sighet* », souligne Miruna Simian. Les textes sont en roumain et en anglais. « A notre grande surprise, il y a plus d'étrangers que de Roumains qui viennent. Depuis peu, un circuit touristique dédié au communisme s'arrête même ici chaque semaine avec un groupe. » Mais l'objectif principal est de sensibiliser la nouvelle génération qui méconnaît son passé. « Beaucoup de gens ignorent qu'avant Ceaușescu aussi, il s'est passé des choses terribles, parfois pires. Des professeurs amènent leurs élèves, dont beaucoup découvrent des pans de leur histoire qu'ils ne soupçonnaient pas », ajoute Miruna Simian. Le lieu est ainsi fréquenté par d'anciens prisonniers, des membres de leur famille, des chercheurs, des jour-

nalistes, des étudiants. Depuis peu, un Club de l'histoire s'est mis en place et se réunit une fois par mois, autour d'un auteur ou d'un conférencier. « Quand la Fondation Academia Civică a repris les ruines de la prison de Sighet en 1993, elle a commencé par ouvrir quelques salles. Maintenant il y en a plus d'une cinquantaine, et il y en a encore d'autres en projet. Cette annexe fait partie de ce grand chantier en constant développement », conclut Miruna Simian. « Connaître le passé pour mieux construire le futur », telle est la tâche que s'est assignée le Mémorial. L'annexe de Bucarest est petite, mais son ambition, incommensurable.

Béatrice Aguetant

* L'annexe se trouve au numéro 66 de la rue Jean-Louis Calderon à Bucarest. Elle est ouverte tous les jours de 10h à 18h, et l'entrée est gratuite.



Créer > Echanger > Grandir

Wallonie-Bruxelles
au cœur de l'Europe



► **Nature et loisirs**
Bénéficier d'une qualité de vie au cœur d'un environnement privilégié.

► **Art de vivre**
Vivier et partager les plaisirs d'un terroir raffiné.

► **Carrière et communication**
Bénéficier en continuant d'être au cœur de grandes entreprises européennes.



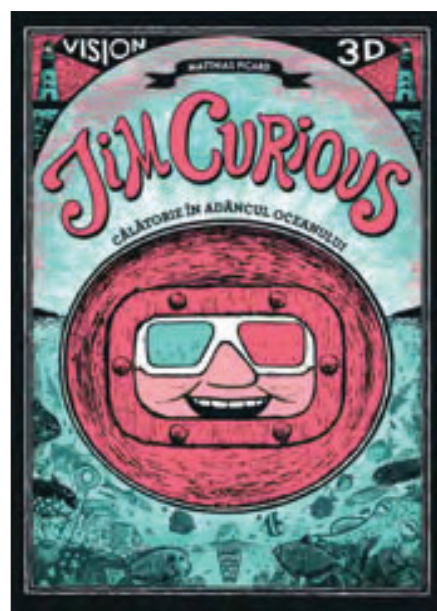
www.wbi.be

LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

ALBUM JEUNESSE BD EN 3D

En attendant la renaissance du livre illustré et de la BD sur un marché du livre qui reste sceptique, deux passionnés du genre ont fondé leur propre association. Sous le label Jumătatea Plină sont ainsi apparues une maison d'édition et une librairie spécialisées dans la BD. Jumătatea Plină résume l'esprit des deux fondateurs, Anamaria Pravencu et Octav Avramescu : un optimisme contagieux doublé d'une énergie inépuisable. Là où (presque) tous les éditeurs roumains voient une route barrée, ils se sont lancés. Sont ainsi parus plusieurs romans illustrés, dont le superbe album *Travesti*, réalisé par Edmond Baudoin d'après le roman de Mircea Cărtărescu, en co-édition avec Humanitas ; *Broderies* de Marjane Satrapi, publié après l'ouverture de la collection « Romanul grafic » par le livre culte *Persepolis* de Marjane Satrapi, *Stigmata* de Lorenzo Mattotti et Claudio Piersanti toujours aux côtés des Editions Art ; ou encore le fabuleux album *Jim Curious, călătorie în adâncul oceanului* de Matthias Picard, le premier album que Jumătatea Plină publie toute seule. Ce dernier est un beau livre dans le plus pur sens du terme : un voyage au scaphandre dans les profondeurs de l'océan avec le graphisme et les détails des lithographies des romans de Jules Verne. Le tout en relief, car cet album unique vient avec deux paires de lunettes 3D. Poissons, flore et autres bêtes marines, ainsi que des épaves ou des vestiges de l'Atlantide, voici tout un univers à découvrir – et une histoire à raconter.



Matthias Picard, *Jim Curious, călătorie în adâncul oceanului*, Jumătatea Plină, 2013.

LIVRE FOUILLES DANS UN PRESENT REVOLU

Deux ans après son livre sur *La cuisine nomade*, l'artiste propose une nouvelle aventure avec un album intitulé *ROST : Essences, goûts et état d'esprit roumains*. Răzvan Voiculescu est photographe. Né en Roumanie, il a étudié les arts à l'Université de Copenhague, à la fin des années 1980. Il a vécu en France, puis est revenu en Roumanie en 1994. Răzvan travaille dans la publicité, mais publie régulièrement et avec succès des albums d'art, souvent accompagnés par des DVD multimédia. Son dernier livre est un voyage dans les coins les plus isolés de la Roumanie, à la recherche d'anciens artisans qui pratiquent encore leur métier : des boisseliers, des cordonniers, des bourreliers ou encore des forgerons sont photographiés dans l'intimité de leur atelier. On y voit des visages sillonnés de rides, des regards perdus, des fronts ondulés. Mais aussi l'expression d'une certaine sagesse : ces hommes et femmes, pour la plupart octogénaires, ont vécu la guerre, la dictature, l'espoir d'un nouveau début puis la déception. Ils sont pauvres mais sereins, peut-être même heureux de pouvoir vivre leur vieillesse dans des endroits presque inaltérés par la modernité. Les paysages captés par Răzvan Voiculescu sont ceux d'un autre monde. Celui de la Roumanie lointaine, farouche et pourtant ordonnée, modeste sans être misérable. Parfois, un petit détail sert d'accroche rappelant le monde d'aujourd'hui : sur une table, parmi des ustensiles d'autrefois, les rayons du flash se reflètent dans la lame d'un couteau tout neuf ; au-dessus des assiettes en terre cuite, une toile cirée aux couleurs fanées... Avec son objectif, Răzvan Voiculescu fait de l'archéologie, en artiste fouillant un présent révolu.



Răzvan Voiculescu, *ROST : Gusturi, esențe și stări românești*, version bilingue roumain et anglais, Q-Traz, 2013.



DU THEATRE A TOUT PRIX

Chaque année, plusieurs centaines de diplômés sortent des écoles roumaines de théâtre, publiques et privées. Mais peu d'entre eux réussissent à monter sur les grandes scènes traditionnelles du pays, où les embauches sont rares. Beaucoup de jeunes comédiens optent dès lors pour se produire dans des théâtres non conventionnels, qui sont en général des cafés-théâtres.

DANS LA LIGNEE DU PREMIER

théâtre indépendant du pays aménagé au Green Hours Jazz Café dans les années 1990, le café-théâtre In Culise (Dans les coulisses) sort du lot. « Je crois que nous sommes le seul café-théâtre qui ait sa propre troupe, les autres fonctionnent à base de projets », s'enorgueillit son initiateur, le comédien Ștefan Nistor, 24 ans. C'est aux côtés de son vieil ami, Cristian Bajora, metteur en scène, qu'il a ouvert il y a deux ans In Culise, installé à présent au sous-sol d'un bloc du centre-ville de la capitale.

Ștefan Nistor rêvait de monter sur les planches depuis ses débuts dans une troupe du lycée, mais il s'est vite rendu compte de la dure réalité du métier... « Quand un théâtre cherche à embaucher, des centaines de comédiens se présentent. Nous avons alors pensé à une autre option, celle de créer notre propre théâtre, ou plutôt café-théâtre. » Entre temps, d'anciens collègues de troupe et de jeunes comédiens ont rejoint l'équipe de In Culise. Parmi eux, Maria Popovici, diplômée il y a à peine un an de l'université d'art théâtral de Bucarest, l'UNATC – la plus ancienne école de théâtre du pays, où la concurrence est rude ; en 2013, 254 candidats se sont disputés 61 places. Mais être diplômé d'une université de renom ne garantit pas le succès. « Les théâtres n'organisent des auditions que très rarement, et lorsque cela arrive, elles attirent trop de candidats », déplore Maria. D'autant qu'hormis les promotions de l'UNATC et de deux autres facultés privées de la capitale, il y a tous les jeunes comédiens d'autres villes du pays qui migrent vers Bucarest en quête de nouvelles opportunités. « Ma promotion n'a pas fait défaut de

talents, mais beaucoup aujourd'hui ne font absolument rien », ajoute Maria.

MINCES BUDGETS

Comme dans les théâtres publics, les revenus des comédiens de café-théâtres privés restent très modestes. Les ventes de billets sont l'unique source de financement du café-théâtre In Culise – un billet coûte 30 lei, soit environ 7

Dorina Lazar, directrice du théâtre public Odeon de Bucarest, estime de son côté qu'il y a trop de facultés de théâtre qui produisent nombre de comédiens, surtout après la mise en place d'un cycle d'étude de trois ans seulement. « À présent, le rapport est d'un poste libre – une embauche, explique-t-elle, c'est-à-dire qu'il faut que quelqu'un décède ou parte à la retraite pour pouvoir recruter. Heureusement, il y a la possibilité de proposer des contrats de collaboration, mais les demandes sont tellement nombreuses qu'elles excèdent le temps physique disponible, et notre budget. »

Ce qui mène les plus fêrus à faire du théâtre n'importe où, dans d'anciennes écuries, de vieilles bâtisses, des mansardes, ou même chez soi. Lorgean Theatre est par exemple le premier théâtre d'appartement de Roumanie. En 2008, le jeune écrivain Jean Lorin Sterian décida de transformer son studio de 32 m² en un « laboratoire d'expériences ». « De jeunes artistes en tout genre viennent ici et mettent en pratique ce qui leur passe par la tête. Certains comédiens ont fait leurs débuts ici. » Les trois premières années, les spectacles du théâtre Lorgean étaient gratuits, les artistes étant uniquement motivés par l'expérience. Mais depuis deux ans, les choses ont changé, explique Jean Lorin Sterian : « J'ai déposé un projet auprès de l'Administration du fonds culturel national qui a été accepté. L'argent obtenu m'a permis non seulement de payer les représentations mais aussi d'élargir mon projet. La première d'un spectacle a toujours lieu dans mon studio... puis dans les appartements des spectateurs. »

Alexandra Pop
Affiche : D.R.



Photo prise lors du concert de la chanteuse libanaise Rima Khcheich, invitée par l'ambassade du Liban en Roumanie, au théâtre Odeon (Bucarest) le 26 novembre dernier. Des chants traditionnels accompagnés par de très bons musiciens de jazz. Un beau moment.



Photo : www.johnsmithimages.net (John Smith Images)

REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.



Bentley pose ses valises en Roumanie

La conquête de l'Est continue pour Bentley. Après avoir lancé la Flying Spur et ouvert de nombreux showrooms en Russie, puis avoir pénétré dans la foulée le marché biélorusse, la firme de Crewe lance cette fois une offensive sur la Roumanie en y ouvrant sa première concession. Basé au cœur de la capitale Bucarest, ce point de vente flamboyant neuf s'étend sur plus de 610 m². Pour l'occasion, une invitée de choix honorait les lieux de sa présence. Dévoilée au public lors du dernier salon automobile de Francfort, la toute nouvelle Continental GT V8 S (528 chevaux et 680 Nm de couple), attirait en effet tous les regards et offrait encore davantage de relief à l'événement. « Nous sommes aujourd'hui ravis d'accueillir tous les clients Bentley dans un élégant et artistique showroom afin de pouvoir leur présenter les derniers modèles de Crewe », a déclaré lors de la cérémonie d'inauguration Mihaela Tudorica, responsable Bentley à Bucarest. Puis celle-ci d'ajouter: « Nous croyons à un fort intérêt de la clientèle et au potentiel du marché roumain pour notre marque de luxe emblématique. » Bentley Bucarest est le 45ème point de vente du constructeur britannique en Europe continentale, marché sur lequel la firme avait enregistré fin septembre une hausse de 14% de ses ventes, à 1081 unités écoulées.

News.autoplus.fr (quotidien automobile français), le 4/12/2013



La Roumanie provoque la Russie en cherchant la réunification avec la Moldavie

Le président Traian Băsescu, critique infatigable de Moscou, a déclaré que la Roumanie et la Moldavie devaient abolir leur séparation décidée par un pacte entre Staline et Hitler au début de la Seconde Guerre mondiale. Cette invitation a été faite alors que la Moldavie a paraphé des accords d'association avec l'Union européenne lors du sommet du partenariat oriental qui eut lieu à Vilnius, la capitale Lituanienne. Ces accords offrent la possibilité à l'ancienne république soviétique de se tourner vers l'Occident et vont lui permettre de devenir précurseur pour une éventuelle adhésion au club de Bruxelles. Mais c'est sans compter sur le Kremlin qui souhaite garder une influence sur les pays de son « arrière cours » en essayant de les attirer dans son union douanière. Un peu plus tôt cette semaine, l'Ukraine a cédé aux pressions russes et annulé ses plans de signature des accords d'association avec l'UE, une décision qui a suscité des manifestations pro-occidentales dans la capitale, Kiev. Les commentaires de M. Băsescu sont donc susceptibles d'irriter la Russie car ils traduisent la volonté de voir la Moldavie intégrer l'Union européenne, dont la Roumanie est membre depuis 2007. Les deux pays entretiennent déjà des liens étroits comme le roumain, langue parlée par la plupart des Moldaves. En 2009, la Roumanie a d'ailleurs offert la citoyenneté à tous les Moldaves qui pouvaient prouver une descendance roumaine récente, une offre que près d'un million des cinq millions de Moldaves ont mis à profit. « Quand une nation a la possibilité de se réunir, il ne faut pas abandonner », a souligné M. Băsescu.

Bogdan Nedeia et Colin Freeman pour telegraph.co.uk (quotidien britannique), le 28/11/2013



La police déloge des manifestants sur le site de Chevron

La compagnie pétrolière américaine Chevron a repris ses travaux d'exploration de gaz de schiste sur un site controversé du nord-est de la Roumanie, après que des centaines de policiers anti-émeutes aient chassé par la force des manifestants du village de Pungești. Il y a plus de deux mois, ce village supposé se trouver sur d'importantes réserves de cette ressource précieuse qu'est le gaz, a été le théâtre d'importantes manifestations pacifiques. Les villageois, dont beaucoup sont de vieux fermiers, ont monté un camp à proximité du périmètre de forage et passé leurs nuits dans des tentes de fortune en cuisinant sur le feu. (...) A quatre heures du matin ce lundi (2 décembre, ndlr), la gendarmerie roumaine s'est déployée pour sécuriser le chemin des camions de Chevron. Durant cet exercice, qui a ressemblé à une opération militaire, les gendarmes ont occupé le village, bloquant les points d'accès avec des fourgons anti-émeutes et empêchant quiconque de quitter ou de gagner le village pendant 24 heures. Plusieurs villageois ont été arrêtés et verbalisés pour avoir bloqué la voie publique. Ces derniers ont affirmé que les personnes qui sortaient de leurs maisons étaient interpellées. Etant donné qu'aucun journaliste n'a été autorisé à pénétrer à l'intérieur du périmètre, les détails sont vagues. Mais la presse locale fait état de 30 à 40 personnes violentées par la police. De nombreux habitants se sont d'ailleurs plaints de la brutalité de ces actions. (...) Le Premier ministre roumain Victor Ponta a estimé pour sa part que « les actions des gendarmes ont été 100% légales et je les en félicite ».

Luke Dale-Harris et Vlad Ursulean pour theguardian.com (quotidien britannique), le 5/12/2013

Où trouver Regard ?



LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

2013, ANNEE PERDUE ?

En début d'année, *Regard* évoquait dans ses colonnes les chantiers qui attendait le gouvernement nouvellement installé. Il y avait deux priorités, la réforme constitutionnelle et la « régionalisation », un énorme chantier administratif, qui visait à découper la Roumanie en régions pour mieux gérer les affaires du pays ainsi que l'absorption des fonds européens.

Douze mois plus tard, les deux chantiers n'ont pas évolué. Après moult discussions, ni la réforme de la Constitution, ni la régionalisation n'ont abouti. Les deux projets sont bloqués en raison des querelles politiques internes, notamment suite aux différends entre le président Traian Băsescu et le Premier ministre Victor Ponta. Il est vrai, dans le même temps, que les disputes internes au sein de la coalition au pouvoir entre les libéraux et les sociaux-démocrates n'ont pas beaucoup aidé à l'avancement des travaux.

A la place de la régionalisation, la Roumanie se retrouve fin 2013 avec un projet de « décentralisation » controversé. Une partie des compétences gouvernementales passeront dans le giron des départements, les « județ ». Controversé, car il a été préparé en grande vitesse par le vice-premier ministre Liviu Dragnea, et il est passé sans débat parlementaire devant les deux Chambres. Sa mise en place est également contestée par l'opposition.

Si les grands projets n'ont pas abouti, on ne peut néanmoins pas dire que tout se soit mal passé en 2013. La Roumanie a connu une croissance économique au-dessus de 2%. Tirée par l'agriculture et les exportations, l'économie roumaine enregistre de fait la plus forte croissance de l'UE cette année. De plus, les analyses estiment que la croissance sera aussi au rendez-vous l'année prochaine. Cette croissance se traduira-t-elle par une hausse du niveau de vie des Roumains ?... C'est la grande question.

Par ailleurs, 2014 sera une année éminemment politique. Les deux scrutins – élections européennes en mai, et présidentielle vers la fin de l'automne – laisseront peu de place à d'autres débats. Les tensions risquent d'être fortes, surtout au niveau de la coalition au pouvoir, il n'est toujours pas décidé si le libéral Crin Antonescu restera ou non le candidat de l'USL pour la présidentielle. Cela dépendra sans doute d'une éventuelle réforme de la Constitution. Si la Constitution est révisée (et votée) afin de diminuer les prérogatives du président, alors les sociaux-démocrates soutiendront le candidat libéral. Sinon, c'est peu probable. La dispute politique entre le président actuel et le Premier ministre se transformera alors en une véritable guerre entre les membres de l'actuelle coalition. Quoi qu'il en soit, l'année 2014 sera définitivement politique.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Serge Gonvers,
Jacqueline Laye, Bruno Roche, Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Béatrice Aguetant, Julia Beurq, Mihaela
Cărbunaru, Mehdi Chebana, Daniela
Coman, Carmen Constantin, Nicolas Don,
Matei Martin, Jonas Mercier Mure-Ravaud,
Luca Niculescu, Alexandra Pop, Benjamin
Ribout, Răsvan Roceanu, Mihaela Rodină,
Michael Schroeder, Ioana Stăncescu,
Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, Daniel Mihăilescu,
Corina Moldovan-Florea, John Smith, Irina
Stelea, Sorina Vasilescu, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

Informatique
Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD
Pour vous abonner ? C'est simple !

en ligne
par e-mail: catalina@regard.ro
ou
via le site Internet www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 0742 204 402



**OU BIEN, RENDEZ-VOUS À L'AGENCE CHARLES
DE GAULLE POUR CLIENTÈLE INTERNATIONALE**

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour toutes transactions bancaires et services conçus pour une clientèle internationale, visitez l'agence BRD de Calea Dorobantilor 239. Ouvert du Lundi au Vendredi de 9h à 17h. Tél.: +40(0) 21 318 26 97.